

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Explosion du chômage : UNE ATTAQUE CONTRE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

Le chômage a toujours constitué l'attaque la plus puissante, la plus féroce, la plus impitoyable et la plus inadmissible de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Il a toujours représenté un sommet de l'exploitation pour la condition ouvrière. Mais aujourd'hui, cette attaque frappe les ouvriers de plein fouet à travers un chômage massif qui n'a jamais été aussi dramatique pour eux en deux siècles d'exploitation capitaliste. Ce sont des dizaines de millions de prolétaires que la bourgeoisie rejette ainsi simultanément sur le pavé. La plupart d'entre eux, privés de toute perspective, de tout espoir de retrouver un emploi, sont condamnés à la misère la plus sordide et n'ont pas d'autre choix que de subir jusqu'à leur mort des conditions épouvantables de survie. La bourgeoisie en fait alors des masses de sans-abri réduits à la soupe populaire ou les réduit à s'entasser dans de véritables

bidonvilles où ils se retrouvent parqués dans un ghetto, dans les quartiers comme dans les banlieues des grandes villes, non seulement dans le "tiers-monde" mais au coeur même des pays les plus industrialisés. Quant à leurs enfants, elle n'a rien d'autre à leur proposer que de les précipiter dans l'univers de la drogue ou de la délinquance. N'étant plus capable d'assurer l'achat de la simple force de travail des ouvriers, l'Etat capitaliste qui se donnait naguère encore des allures de providence se révèle également incapable de leur fournir le minimum vital. Cette aberration est devenue une réalité quotidienne à un point tel que 40 % seulement des hommes vivant dans le quartier de Harlem à New York ont des chances d'atteindre l'âge de soixante-cinq ans contre 55% au Bangladesh, pourtant réputé un des Etats les plus déshérités du monde.

spectaculaire poussée du chômage sur quatre ou cinq ans : le taux de chômage a grimpé de 5,9 % à 13,1 % au Royaume-Uni entre 1929 et 1932 et de 5,9 % à 17,2 % pour la même période en Allemagne. L'exemple le plus significatif s'exprimait aux Etats-Unis où s'effectuait une montée en flèche entre 1929 (3,1 %) et 1933 (taux record de 24,7 %), période où des groupes d'ouvriers réduits au vagabondage sillonnaient les routes à la recherche d'une pitance ou d'un "job" pour quelques jours dans une ferme ou un village. La même tendance s'est retrouvée en France et dans la plupart des pays occidentaux industrialisés. C'était ensuite une dégringolade du chômage jusqu'au déclenchement de la seconde guerre mondiale (le taux redevient pratiquement nul par exemple en Allemagne : 1,3 % en 1938), sauf en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis où une nouvelle recrudescence du nombre de chômeurs se manifeste avec un taux de chômage qui remonte respectivement de 6,7 % à 8,1 % et de 14,2 % à 18,9 % entre 1937 et 1938.

■ La nouvelle accélération de la montée du chômage depuis la fin des années quatre-vingt dans les principaux pays industrialisés est le phénomène le plus caractéristique de l'aggravation de la crise économique au coeur même du capitalisme.

Ainsi, pour les seuls pays membres de l'OCDE, le nombre officiel de chômeurs est passé de 24,6 millions à 28 millions entre fin 1990 et fin 1991, soit près de 14 % supplémentaires en un an.

Non seulement la France où près de 3 millions de chômeurs sont recensés par les statistiques, mais aussi la Belgique, le Canada et bientôt la Grande-Bretagne viennent grossir le groupe des pays occidentaux où le taux de chômage dépasse 10 % de la population active : l'Espagne (plus de 17 % de chômeurs), l'Italie, l'Irlande ou le Portugal. Dans certaines cités ouvrières de Grande-Bretagne, par exemple dans la banlieue de Birmingham, les sans-emploi atteignent

le taux vertigineux de 35 % de la population ! Si dans l'Allemagne réunifiée, l'ouest du pays a pu bénéficier d'une relative relance de l'emploi (légère diminution du chômage) pour faire face à la "reconstruction" de l'ex-RDA, pour celle-ci, 305 000 nouveaux chômeurs ont été recensés au cours du seul mois de janvier 1992 au sein d'une population inférieure à 20 millions d'habitants !

LA BOURGEOISIE NE PEUT PLUS ENRAYER LE CHOMAGE

Si l'on compare cette situation avec celle des années trente qui est la référence, communément admise, aux "années les plus noires" du siècle concernant l'emploi, une différence qualitative apparaît immédiatement entre ces deux périodes de crise aiguë pour l'économie capitaliste. Il saute aux yeux que, dans les années trente, on a assisté à une brutale et

Ainsi, des dix années qui vont de l'explosion de la crise en 1929 à l'éclatement de la guerre en 1939, seulement la moitié est marquée par l'accélération du chômage alors que l'autre moitié voit sa réduction consécutée sous l'action de nouvelles mesures économiques de la bourgeoisie qui s'appuient sur une politique de réarmement intensif et de grands travaux (la plupart du temps afin de faciliter les axes de communication pour l'armée) pratiquée aussi bien par les régimes démocratiques que fascistes. De fait, les mesures d'inspiration keynésiennes adoptées par le New Deal aux Etats-Unis sont reprises et imitées un peu partout, jusque dans les gouvernements de Front Populaire comme en France.

Tout autre est la situation à laquelle le prolétariat est confronté aujourd'hui, situation qui repose sur vingt ans

(SUITE PAGE 4)

YUGOSLAVIE

L'ONU, UN REPAIRE DE BRIGANDS IMPERIALISTES

■ Après Vukovar, Dubrovnik, c'est à présent Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine, qui est à feu et à sang. Malgré le déploiement des 14 000 casques bleus de la Forpronu, malgré les appels hypocrites des bourgeoisies "développées" et "démocratiques" à la paix, malgré les multiples accords de cessez-le-feu dont pas un n'a été respecté plus de quelques heures, malgré le "charisme" du ministre français Kouchner, les bombardements à l'artillerie lourde et au mortier, le feu des francs-tireurs qui tirent sur tout ce qui bouge, s'intensifient toujours plus. La ville ressemble de plus en plus à Beyrouth ou à Saigon en 1975. Mais ce n'est pas seulement Sarajevo qui est la proie de l'horreur guerrière. Partout en Bosnie-Herzégovine, le long de la côte dalmate, sur l'Adriatique, sur les frontières serbes et croates, les combats connaissent un déchaînement encore jamais vu depuis le début de la guerre civile en Yougoslavie.

LA BARBARIE ET LES MASSACRES S'ETENDENT...

Officiellement, on nous parle de 10 000 morts ; mais quel crédit accorder à ces chiffres qui sont les mêmes depuis trois mois, alors qu'on recense plus d'une dizaine de tués chaque jour ne serait-ce qu'à Sarajevo ? Et cela sans compter les victimes à venir, victimes des balles, mais aussi de la faim, du blocus qu'exerce la Serbie, et des conditions de vie désastreuses qu'engendre la guerre qui s'étend.

En un mois, plus de 100 000 personnes ont fui la Bosnie-Herzégovine, aujourd'hui au rythme de 5000 par jour. Elles sont près de 40 000 à croupir à quelques dizaines de kilomètres de Sarajevo, dans des camps de fortune. Car la population, otage des combats qui opposent Croates et Musulmans aux milices serbes et à l'armée fédérale, tente déses-

pérément de se sortir du borbier, venant grossir le million de réfugiés que la guerre a déjà provoqué en moins d'un an, population dans le plus strict dénuement, réduite à l' famine, et qui ne trouvera pas de "terre d'asile" pour la plus grande majorité.

Pas une ville n'est épargnée ; des villages musulmans entiers ont été rasés à l'est et au nord. Les troupes serbes liquident purement et simplement la population musulmane pour pouvoir justifier plus tard de leur présence par l'existence d'une "majorité" serbe. A la férocité des bandes serbes du commandant Arkan, qu'Interpol "recherche" pour "crimes de guerre", répond celle des Croates du HOS, ultranationaliste, et des troupes spéciales de la police bosniaque. Les manifestations pacifistes de la population de Sarajevo sont tout bonnement mitraillées par les francs-tireurs de tout poil.

Du nord au sud, de la frontière serbe le long de la Drina à l'est jusqu'à la côte dalmate à l'ouest, on voit le déchaînement d'une tuerie sans nom. C'est l'annonce de la reconnaissance de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine par la CEE, puis par les Etats-Unis, et l'accélération du déploiement de la Forpronu, qui a intensifié la pression militaire serbe. En effet, la Serbie s'empresse depuis de gagner un maximum de territoires, avant l'entrée en jeu opérationnelle des 14 000 casques bleus, et tant que les Etats-Unis n'ont pas mis leurs menaces pleinement à exécution ; c'est pour cela qu'elle a créé le fantôme d'un Etat indépendant serbe de Bosnie-Herzégovine, cadre dans lequel elle compte bien préserver les acquis de son offensive. Son empressément et la brutalité de son attaque sont d'autant plus grands que la région de la Bosnie-Herzégovine possède plus de 60% des usines d'armement et la majeure partie des aéroports militaires, et qu'elle tient à sauvegarder la maîtrise de la route qui va de

Belgrade à la mer. Cette route, qui passe par Sarajevo au centre et par le plateau de Kupres à l'ouest de la Bosnie-Herzégovine, est d'ailleurs l'objet d'affrontements incessants des plus meurtriers, avec ceux qui ont lieu aux frontières de la Bosnie-Herzégovine.

...SOUS LA HOULETTE DES GRANDES "DEMOCRATIES" OCCIDENTALES

Cette barbarie, ces massacres, n'ont rien d'exotique. Ils se déroulent aux portes de l'Europe "développée" et "civilisée", d'une Europe impuissante à arrêter les massacres, et à maintenir l'ordre, d'une Europe incapable de décider d'une poli-

(SUITE PAGE 7)

SOMMAIRE

CONFLITS IMPERIALISTES

- . La CEI sombre dans la décomposition.....p. 2
- . Libye, un bouc émissaire pour les USA.....p. 2
- . Les dessous de la guerre du Golfe.....p. 2
- . Afrique : les intérêts français menacés.....p. 3
- . Turquie, nouvel enjeu entre les "grands".....p. 3
- . "Libération" de Kaboul.....p. 3
- EUROPE, FRANCE
- . Elections en Europe occidentale.....p. 4
- . Le PS toujours l'ennemi des ouvriers.....p. 5
- . Les trotskistes rabatteurs de la gauche.....p. 5
- . Le chauvinisme crapuleux du PCF.....p. 5
- VIE DE L'ORGANISATION
- . Xe congrès de RI.....p. 6
- . Bilan d'une réunion publique.....p. 7

M2485 - 212 - 6.00 F



L'EX-URSS SOMBRE DANS LA DECOMPOSITION

■ Les intenses passes d'armes entre Eltsine et les députés du Congrès de la Fédération de Russie doivent-elles nous porter à croire que le jeu démocratique normal, à l'occidentale, est en train de s'installer dans la plus importante république de l'ex-URSS ? Les compromis passés entre Moscou et Kiev au sujet de la flotte de la mer Noire et des armes nucléaires tactiques stationnées en Ukraine nous forcent-elles à penser que les différends militaires sont en voie d'aplanissement dans la CEI ? Pas le moins du monde. Les uns et les autres, à l'inverse, traduisent simplement une prise de conscience chez les bourgeoisies héritières du pouvoir stalinien que le chaos total menace d'engloutir à jamais le territoire de la feue Union Soviétique. Les convulsions politiques extrêmes qui secouent aujourd'hui la Russie (notamment) reflètent en fait le caractère désespéré de la situation. Elles manifestent l'impuissance de la classe dominante à juguler la banqueroute économique, qui est la mère de tous les troubles ethniques, le facteur premier de la désagrégation sociale, la source d'un péril d'affrontements guerriers entre les divers Etats associés dans la pseudo-Communauté qui a remplacé l'URSS.

C'est depuis 18 jours, en ce 25 avril où nous écrivons, que le Congrès (c'est-à-dire le Parlement) de la Fédération russe tient ses séances tumultueuses à Moscou. Celles-ci mettent frénétiquement aux prises Eltsine ainsi que son gouvernement et les députés des 20 républiques de Russie, déchirés par les passions nationalistes. Principalement réunie pour discuter du projet d'une nouvelle constitution au travers de cinq textes concurrents (dont celui du maire de Saint-Petersbourg), l'assemblée manifeste une virulente opposition au pouvoir présidentiel autant que personnel qu'entend conforter le successeur de Gorbatchev au Kremlin. Elle exige de lui un partage des responsabilités entre l'exécutif et le législatif en ce qui concerne les réformes visant à mettre en place une économie de marché (ce contre quoi freinait par ailleurs des quatre fers une forte minorité de députés dits "conservateurs" en raison de leur nostalgie déclarée du régime brejnévien). Le 14 avril, la querelle atteint le point de rupture : après que le Congrès a sommé Eltsine de renoncer au cumul des deux fonctions de président de l'Etat russe et de Premier ministre, le gouvernement offre sa démission. Le lendemain, cependant, un "modus vivendi" est adopté grâce à une résolution du Congrès qui consent à prolonger jusqu'à la fin de 1992 le délai initialement fixé à trois mois pour qu'Eltsine se démette de son poste de chef du gouvernement. Quatre jours plus tard, toutefois, le Congrès, ayant eu vent d'un décret que s'apprête à promulguer le revêché Boris pour restructurer les ministères et la haute administration, réplique par un projet de texte qui interdit au président de la Russie de dissoudre le Parlement...

Cette dispute chaotique et venimeuse illustre bien entendu les énormes contradictions qui séparent les différentes cliques et factions bourgeoises ayant aujourd'hui en charge le sort de la Russie poststalinienne. Elle témoigne aussi bien du poids considérable de la tendance à la décomposition qui saisit ce pays, au même titre que le reste de la CEI. Son caractère explosif, précipité, n'en renvoie pas moins nécessairement à l'urgence de la situation, et ce n'est pas pour rien que la querelle tourne avec une telle violence autour de la question de la forme du pouvoir. Chacune des parties bourgeoises au sein des 20 républiques de la Fédération russe veut certes pour elle le contrôle du pouvoir mais toutes, au-delà de leurs intérêts politiques et nationaux inconciliables, convergent sur ce point essentiel : l'impératif besoin d'un pouvoir fort et centralisé. Car c'est la seule chance, au moins momentanément, d'endiguer le cours à la désintégration de l'Etat fédéral comme de chaque composante de celui-ci.

Il en va du reste de même à l'échelle de la CEI. Pourquoi Kravtchouk a-t-il finalement, le 15 avril, accepté un compromis avec Eltsine pour geler provisoirement le litige sur la propriété de la flotte de la mer Noire (alors que la Russie et l'Ukraine, une semaine auparavant, paraissaient, là-dessus, s'avancer sur la voie de l'affrontement militaire) ? Sinon pour la raison identique de consolider son propre Etat soumis à d'égaux tensions internes. Parmi tous les motifs qui poussent les bourgeoisies de l'ancienne URSS à rechercher un pouvoir fort et une centralisation minimale, il y a l'inquiétude de soulèvements sociaux rendus prévisibles par l'extrême aggravation de la pauvreté dans les couches ouvrières de la population. A cet égard, il faut évidemment voir un lien entre la tenue en avril du débat du Congrès russe et l'obligation à laquelle se trouvait alors contraint l'Etat de ce pays de "libérer" le prix de l'essence à la pompe. Cette mesure, effectivement appliquée le 20 avril, risquant d'être la goutte qui fait déborder le vase de la misère, la bourgeoisie russe se sert des discussions du Parlement pour détourner l'attention des prolétaires de la nouvelle attaque qu'ils subissent et entretenir chez eux les illusions démocratiques, derrière lesquelles l'Etat construit un pouvoir policier renforcé et prépare la répression.

Pourtant, quelle que soit la volonté des bourgeoisies de freiner la course au chaos, les forces qui président à celui-ci, d'essence économique d'abord, vont plus vite que leur effort (et iraient d'ailleurs encore plus vite si les Occidentaux et le FMI ne venaient pas apporter une aide financière substantielle aux gouvernants en difficulté). Et c'est pourquoi, malgré le traité d'union signé le 1er avril entre les républiques autonomes russes, le déchirement de la Fédération va se poursuivre : la Bachkirie et l'Ossétie, à leur tour, caressent des intentions indépendantistes comme la Tatarie et la Tchétchénie avant le Congrès. Cela ne peut qu'approcher un peu plus la flamme de l'énorme poudrière qu'est devenue l'ex-Union soviétique ("Les Nouvelles de Moscou", journal naguère gorbatchévien, ne recense-t-elles pas, dans toute la CEI, l'existence de 180 conflits ouverts ou larvés ?) et qu'accroît le risque d'une empoignade militaire généralisée dont les affrontements du Haut-Karabakh, de Géorgie et de Moldavie (voire de Tchétchénie) sont les signes avant-coureurs.

Sonia

LIBYE Après l'Irak, la Libye bouc émissaire de l'ordre impérialiste US

■ L'embargo aérien et militaire décrété par l'ONU contre la Libye vient d'entrer en vigueur. A en croire les grandes démocraties occidentales, ces mesures de rétorsion sont les conclusions logiques d'enquêtes rigoureuses et d'investigations très sérieuses désignant, à grands renforts médiatiques, la Libye comme responsable des attentats aériens au-dessus de Lockerbie en Ecosse en 1988 et au Niger en 1989. Il ne fait aucun doute que l'Etat libyen utilise le terrorisme pour gérer ses propres intérêts capitalistes ; il ne se distingue pas en cela des autres Etats, le terrorisme étant une arme que tous, petits ou grands, ont utilisé ou utiliseront dans la défense de leurs prérogatives nationales. Les puissances occidentales qui partent en croisade aujourd'hui contre le terrorisme de Kadhafi sont les premières à organiser, soutenir, user de cette arme chaque fois que leurs intérêts sont menacés. En France, l'exemple récent de l'affaire Habache a révélé comment ce grand Etat des "droits de l'homme" avait hébergé à multiples reprises des terroristes, dont certains étaient à l'origine d'attentats meurtriers commis dans ce même pays. C'est une illustration parmi tant d'autres des pratiques et des moeurs de la classe dominante. Les victimes des attentats de Lockerbie et du Niger sont les justifications sordides avec lesquelles se drapent les démocraties occidentales, et en particulier les USA, pour justifier leur "nouvel ordre mondial". Derrière leurs grands discours sur le droit démocratique, la justice et la défense de la nouvelle ère de paix qu'elles nous avaient promise, se cache ce qui avait motivé la boucherie que fut la guerre du Golfe, dont on ne peut que cruellement se souvenir, tant ce nouveau scénario de l'ONU avec la Libye rappelle celui qui fut appliqué au pays de Saddam Hussein.

L'écrasement militaire de l'Irak par les USA avait constitué un avertissement à toutes les puissances qui, avec la fin de la division du monde en blocs, tendaient à vouloir se dégager de la tutelle américaine pour défendre leurs propres desseins impérialistes. Celles-ci ne pouvaient que s'opposer au leadership de l'oncle Sam. Comme le soulignent clairement les récents rapports Wolfowitz et Jeremia, commandés par les centres de décision de l'Etat américain (notamment le Pentagone), les USA doivent tout faire pour assurer le maintien de leur statut de superpuissance unique : "La politique étrangère américaine doit se donner pour but de convaincre d'éventuels rivaux, qu'ils n'ont pas besoin d'aspirer à jouer un plus grand rôle. Il faut que ce statut de superpuissance unique soit perpétué par un comportement constructif et une force militaire suffisante pour dissuader n'importe quelle nation ou groupe de nations de défier la suprématie des USA", cite le numéro d'avril 1992 du "Monde diplomatique".

C'est pour maintenir et renforcer leur hégémonie sur le

monde, notamment sur cette poudrière qu'est le Moyen-Orient, que l'impérialisme libyen est utilisé à son tour par le caïd américain pour servir d'exemple à toutes les puissances surarmées qui ont des intérêts dans cette région et qui tendraient à vouloir remettre en cause la "pax americana". Ce n'est donc pas un hasard si la Maison Blanche a choisi le 15 avril comme date d'entrée en vigueur du blocus sur la Libye, car ce même jour, en 1986, les USA avaient bombardé de façon meurtrière Tripoli, capitale libyenne. Cette pression sur le pays de Kadhafi contient une menace à peine voilée à celui-ci, mais aussi un avertissement aux Etats comme la Syrie ou l'Irak qui voudraient, après la destruction de l'Irak, acquiescer dans la même partie du monde un statut plus conforme à leurs ambitions impérialistes.

Ce coup de semonce a enfin pour objectif capital de mettre en garde les puissances occidentales. "Les USA doivent tenir assez compte des intérêts des nations industrielles avancées pour les décourager de défier le leadership américain ou de chercher à mettre en cause l'ordre économique et politique établi." (ibid) L'escalade dans les sanctions prises contre la Libye a pour but d'obliger les nations de l'Ouest à s'aligner derrière les USA et leur fidèle allié anglais. La France est particulièrement visée, vu ses bonnes relations avec l'Etat libyen. Kadhafi en personne appuya l'intervention française au Tchad contre Hissène Habré, l'homme de main des USA, en décembre 1991. Comme lors de la guerre du Golfe, l'impérialisme français est obligé de se soumettre au diktat américain, même si cela compromet ses relations avec la Libye. Cette exacerbation des tensions entre les grandes puissances ne peut que pousser l'impérialisme américain à accentuer sa pression pour dominer ce monde capitaliste en pleine déliquescence : c'est la raison essentielle du blocus qu'ils infligent aujourd'hui à la Libye.

Le "nouvel ordre mondial" de Bush repose sur une concurrence de plus en plus exacerbée entre les nations et sur la volonté des USA d'en définir la règle du jeu. Le cynisme avec lequel les Etats capitalistes utilisent les victimes des attentats terroristes, pour nous demander d'adhérer à la sauvegarde de la prétendue harmonie universelle, est de la même nature que la barbarie du Golfe, qu'ils ont justifiée au nom de la défense du "droit international". Il faut dénoncer et rejeter ces mensonges crapuleux et n'avoir aucune illusion sur l'avenir qu'ils nous préparent car "de plus en plus, le nouvel ordre mondial tendra à ressembler à la façon dont l'URSS stalinienne maintenait l'ordre dans son ancien bloc : par la terreur et la force des armes" ("Militarisme et décomposition", Revue Internationale n° 64).

DDT
(22/04/92)

GUERRE DU GOLFE Quand la bourgeoisie dévoile les dessous de l'affaire

■ Depuis la fin de la guerre du Golfe, petit à petit, mois après mois, des informations, des "révélation" filèrent, dans la presse bourgeoise. Ainsi, dans son numéro d'avril 1992, "Le Monde Diplomatique" prétend nous dévoiler "les dessous de la guerre du Golfe". On nous "apprend" que les USA ont bien tendu un piège à Saddam Hussein, la guerre du Golfe étant le fruit d'une manœuvre menée de longue date par la bourgeoisie américaine : les Etats-Unis ont laissé sans réagir l'Irak amasser ses troupes à la frontière koweïtienne malgré les multiples avertissements de leurs observateurs militaires. Ils ont laissé croire qu'ils n'interviendraient pas en cas d'invasion du Koweït. Par exemple, John Kelly, sous-secrétaire d'Etat chargé du Proche-Orient déclarait fin juillet 90 : "Les Etats-Unis ne souhaitent pas se mêler des disputes territoriales entre le Koweït et l'Irak", or au même moment Schwartzkopf organisait au mois de juillet 1990 de grandes manœuvres destinées à préparer une action militaire en Irak (le colonel Gain, du Central Command, déclarant : "En août, Saddam a exécuté pour de bon la manœuvre que nous avions préparé en juillet"). Ils ont ensuite tout fait pour entraîner Saddam Hussein dans une escalade interdisant tout recul.

Mais si la bourgeoisie avoue ainsi un cynisme certain et le machiavélisme de toute une manœuvre minutieusement préparée, c'est pour la bonne cause, pour SA bonne cause, et pour s'éviter de donner les VRAIES causes de la guerre. Ces "révélation" cachent le même mensonge que celui asséné tout au long de la crise et de la guerre du Golfe : guerre "pour le pétrole", guerre "pour la défense du droit et de la liberté", "Le Monde Diplomatique" reprenant à satiété les cita-

tions de Bush du style : "Nos emplois, notre mode de vie, notre propre liberté et la liberté des pays amis de par le monde souffriront si le contrôle des plus grandes réserves pétrolières tombe dans les mains de cet homme : Saddam Hussein."

Ce que le CCI a, lui, toujours mis en avant, c'est qu'en fait cette manœuvre était destinée, d'abord à mieux faire accepter cette guerre aux populations et présenter Saddam comme le salopard, le "nouvel Hitler" à éliminer puisqu'il risquait de "tenir le monde à la gorge", ensuite et surtout à imposer aux bourgeoisies des pays développés et du monde entier le diktat US. Les USA ont ainsi contraint les autres grandes puissances à se ranger derrière eux, l'Irak devant servir d'exemple et d'avertissement, non seulement pour les autres puissances du Tiers-Monde, comme la bourgeoisie nous l'a dit, mais, et en premier lieu, pour les pays développés comme la France, l'Allemagne et le Japon, que les Etats-Unis ont forcé à participer d'une façon ou d'une autre à la "Tempête du désert".

C'est cela la vérité et le fondement des raisons qui ont présidé à la guerre du Golfe. On est bien loin de la "lutte pour la paix et la liberté". La paix, ils ne la voulaient pas (elle était pour Richard Cheney, secrétaire américain de la Défense, le "scénario de cauchemar"). Les centaines de milliers de morts en Irak et les massacres des Kurdes qui ont suivi la guerre l'ont largement prouvé.

Ainsi, au-delà de cette manœuvre qui visait en priorité les intérêts de l'impérialisme US, il y a là toutes les rivalités guerrières qui traversent l'ensemble des grandes puissances et qui n'ont pas fini de se déchaîner.

Adso

LIBRAIRIES

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : "Contact", rue Leprieux
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste-Catherine
BREST : "Maison de la Presse", 64, rue Jean-Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvère", 3, rue de l'Ente
Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras
Maison de la Presse, place de Jaude
DIEPPE : Maison de la Presse, 102, Grande rue
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
Maison de la Presse, place de La Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles", 27, place des Halles-Centrales
LILLE : "Galerie", 57, rue de Béthune
Café-restaurant "Le Rainbow", 17, rue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny
LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
"La Proue", 15, rue Childebert (2^e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon (1^{er})
"Le Temps de Vivre", 54, la Canebière (1^{er})
Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte (15^e)
Maison de la Presse, rue Lamartine, (Martigues)
Maison de la Presse, quai de Stalingrad, (La Ciotat)
MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue du Gal-de-Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République

MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon-Pasteur
Tabacs, Presse, 9, rue de Budapest
"Lanoë", 2, rue de Verdun
"Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame-de-la-Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (14^e)
"Parallèles", 47, rue St-Honoré (1^{er})
"FNAC" Forum des Halles (1^{er})
"L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (5^e)
"La Boulangerie", 67, rue de Bagnaux (Montrouge)
SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès
TOULON : Hall de Presse, bd Mal-Leclerc
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard
"FNAC", 1 bis, place Occitane
"Les Arcades", place du Capitole
TOURS : "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous sommes répertoriés sous le numéro ISSN 0336 464 X.

AFRIQUE

LES INTERETS IMPERIALISTES DE LA FRANCE MENACÉS

■ Dernièrement, le délégué US aux affaires africaines soulignait devant le congrès américain *"l'entrée dans une ère nouvelle de la politique étrangère américaine"*. Auparavant, lorsque le monde était encore divisé en deux blocs, les Etats-Unis n'étaient présents, de manière réellement significative, qu'en Afrique australe puisque ses principaux lieutenants d'alors, la France et la Grande-Bretagne, exerçaient leur influence sur la zone, au profit du bloc américain. D'ailleurs, le Bureau aux affaires africaines n'était alors, au département d'Etat, que l'un des dix-sept sous-secrétariats d'Etat.

Aujourd'hui, les Etats-Unis ont changé radicalement de politique et mènent une offensive en Afrique. Ce qui a marqué concrètement le début de leur repositionnement dans le nord de ce continent, ce fut leur intervention lors de la chute du régime de Mengistu en Ethiopie en mai 1991. Washington a donné sa bénédiction au Front Populaire de Libération du Tigré pour qu'il entre dans la capitale et prenne le contrôle de l'ensemble du pays. Par ce soutien, les USA développaient une présence dans la corne de l'Afrique, position stratégique de premier ordre pour le contrôle du Moyen-Orient.

Depuis cette époque nous avons assisté à un développement de l'offensive américaine et tout particulièrement à l'encontre des intérêts français dans la région.

Djibouti est une base militaire essentielle pour l'impérialisme français car elle est pour la France une porte d'accès au Moyen-Orient. Elle fut par exemple, durant la guerre du Golfe, une base de première importance pour son aviation et sa marine de guerre. La France pendant de nombreuses années fut le partenaire désigné de Djibouti du fait de sa présence militaire et de sa participation à hauteur de 60% du PNB local. Mais depuis que les Etats-Unis étendent de façon croissante leur influence dans la région, la présence française est de plus en plus contestée. En effet, les dirigeants africains se vendent au plus offrant et, sur ce plan, la France ne peut pas réellement rivaliser avec les USA. Actuellement les dirigeants de Djibouti, mais aussi ceux de l'Erythrée, forts du soutien des Etats-Unis, remettent en cause publiquement et bruyamment la présence française dans la région (voir *"Le Monde"* du 04/04/92). Face à la pression américaine, la bourgeoisie française a essayé de soutenir la révolte des Afars pour renverser le gouvernement de Djibouti, sans succès.

D'ailleurs cette lutte entre les deux grands n'a pas seulement lieu à Djibouti. Souvenons-nous qu'au Tchad, il y a deux mois, l'armée française est intervenue pour réprimer

une rébellion pro-américaine menée par l'ex-président, Hissène Habré (voir RI N°209 février 92). De très graves événements ont aussi eu lieu en Algérie, pays traditionnellement d'influence française, où le FIS, financé par l'Arabie Saoudite et appuyé en sous-main par les Etats-Unis, a failli prendre le pouvoir et face auquel la bourgeoisie française a soutenu le coup d'Etat (voir supplément RI n° 208 janvier 1992).

Il faut savoir aussi qu'actuellement les USA débloquent des crédits en faveur de deux autres pays qui sont aussi traditionnellement dans le giron français, c'est à dire le Sénégal et la Côte-d'Ivoire.

Ce qui motive fondamentalement l'offensive des USA à l'encontre des intérêts de la bourgeoisie française, c'est que depuis l'effondrement du bloc de l'Est qui a entraîné de fait la dissolution du bloc de l'Ouest, l'Allemagne s'affirme de plus en plus comme une tête de bloc potentielle en s'opposant ainsi à la suprématie américaine. Et derrière la lutte sans merci que se livrent les USA et la France en Afrique, il faut y voir la volonté de la bourgeoisie américaine de mener une offensive contre l'allié potentiel de l'Allemagne, afin de "convaincre" cet ex-fidèle lieutenant qu'il peut perdre beaucoup, en faisant le choix de s'allier à l'Allemagne.

Les USA ont choisi de mener cette offensive contre la France dans le nord de l'Afrique, car c'est la zone d'influence traditionnelle de ce pays qui fait d'elle une puissance importante en Méditerranée, parce qu'elle y possède des bases lui donnant accès au Moyen-Orient, et que cela constitue une partie de la dote française dans le mariage franco-allemand.

Il s'agit bien pour les Etats-Unis de montrer à la bourgeoisie française qu'elle peut tout perdre dans cette "aventure".

Vu les intérêts en jeu, cette lutte entre les grands ne fait que commencer. La bourgeoisie américaine et la bourgeoisie française s'affrontent au travers de soutiens divers à des fractions locales ou à des rebellions, et la France multiplie les interventions militaires en Afrique. Cette lutte est déjà un facteur de déstabilisation, d'aggravation du chaos et le sera encore plus dans l'avenir.

Sur ce continent déjà ravagé par la guerre, la famine, les épidémies, cette lutte entre les grandes puissances et leurs intérêts sordides ne pourra qu'aggraver le prix à payer par les populations locales au capitalisme pourrissant.

LN

LA TURQUIE, UN NOUVEL ENJEU STRATEGIQUE DANS LA GUERRE DES "GRANDS"

■ Voilà à peine un mois, un scandale énorme secouait les sphères dirigeantes d'Allemagne. Le gouvernement était mis en accusation, particulièrement son ministre de la Défense, et tous les bourgeois bien-pensants se déclaraient émus voire révoltés, honteux, pour leur pays. Par une fuite savamment organisée, le monde entier apprenait ainsi que le gouvernement de Helmut Kohl livrait directement d'importantes quantités d'armes (notamment 150 chars Léopold, dont la plupart étaient déjà arrivés à bon port) à la Turquie et, horreur ! tous ces engins de morts, à peine déballés de leurs caisses d'envoi, servaient dans les massacres actuels des populations kurdes. Mariant le mensonge et l'hypocrisie, aussi bien que ses confrères des grandes puissances occidentales, Kohl a fait le coup de l'innocence puis a fait tomber quelques têtes autour de lui. Mais toute cette mascarade sordide n'a pu cacher la réalité que l'Etat allemand ne faisait là qu'honorer un important contrat d'armement signé auparavant avec Ankara. Dans la foulée de ce scandale n'apprenait-on pas que, au cours de la guerre du Golfe, Bonn avait même expédié gratuitement d'importants stocks d'armes qu'elle avait récupérés de l'ancienne armée est-allemande ?

Toute cette "sollicitude" et cette "générosité" n'ont de sens que dans le cadre de la politique impérialiste actuelle de l'Allemagne. Depuis l'effondrement du bloc de l'Est et la disparition de fait de son adversaire occidental, la bourgeoisie allemande ne cesse pas d'affirmer ses ambitions impérialistes trop longtemps contenues. Et celles-ci ne sont pas minces : sa puissance économique de premier plan et sa place centrale au coeur de l'Europe lui permettent déjà aujourd'hui de commencer à exprimer ses rivalités avec le "grand boss" américain. Il devient de plus en plus évident, à travers sa politique d'influence en Europe (à l'est comme à l'ouest) comme à travers les positions qu'elle a prises notamment dans le conflit Yougoslave qu'elle est en train de faire acte de candidature pour la direction d'un nouveau bloc adversaire des USA.

Ce sont ces nouvelles ambitions planétaires de l'Allemagne qui la poussent, comme on l'a vu ces derniers temps, à chercher à étendre son influence notamment vers la Méditerranée (voir la *"Revue Internationale"*, n° 68). Et il faut bien se rendre à l'évidence, la Turquie est un morceau de premier choix que l'impérialisme allemand compte bien disputer à tout le monde et en particulier à l'oncle Sam.

Comme le déclarent avec cynisme actuellement certains politiciens et autres commentateurs bourgeois, ce pays représente *"la nouvelle rente stratégique"*. Il est l'un des grands gangsters impérialistes. Si les USA y sont jusqu'à présent solidement implantés (à travers l'OTAN, ils y ont une puissante assise militaire), cela n'a pas empêché l'Allemagne, comme on vient de s'en rendre compte, de tenter sa chance en allant jusqu'à faire des "petits cadeaux" à la bourgeoisie turque. Même Mitterrand a effectué tout récemment le voyage d'Ankara, où il espérait faire valoir ses droits.

L'importance stratégique de la Turquie ne fait aujourd'hui aucun doute. Ce pays, par sa place géographique à la croisée des chemins entre l'Europe occidentale, la Méditerranée, le Moyen-Orient et l'Asie centrale, présente un intérêt straté-

gique de taille d'autant plus qu'il est au centre de plusieurs zones de tension. Pour les grands parrains impérialistes que sont notamment les USA et l'Allemagne, le contrôle d'un tel Etat est crucial car il permettrait à celui qui se l'assurait :

- de posséder une place forte vis-à-vis du Moyen-Orient. Que l'on se souvienne du rôle joué à ce niveau par la Turquie, pour le compte des USA, dans la guerre du Golfe ;
- de pouvoir étendre son influence vers le Caucase et l'Asie centrale et notamment vers les anciennes républiques du sud de l'ex-URSS. Ces dernières, qui sont pour certaines (Azerbaïdjan, Turkménistan, Ouzbékistan...) à majorité musulmane et turcophones, cherchent depuis l'explosion de l'URSS à renouer avec la "mère-patrie". De plus, l'impérialisme turc lui-même est particulièrement actif en direction de cette région du monde. Il suffit de voir l'implication ouverte des autorités d'Ankara dans le conflit sanglant qui oppose les Arméniens et les Azéris dans le Haut-Karabakh ; ces mêmes autorités qui viennent d'ouvrir un canal de télévision par satellite, en langue turque, spécialement destiné à ces républiques.

On comprend mieux pour toutes ces raisons que l'Allemagne en particulier, se soit lancée dans une entreprise de séduction avec cadeaux à l'appui vis-à-vis de la Turquie. Mais l'on peut penser aussi raisonnablement que les USA ne sont pas innocents dans le scandale qui a éclaboussé le gouvernement de Kohl. Tous les coups sont bons ! Et si cette foire d'empoigne connaît actuellement une période plus agitée, c'est aussi parce que la bourgeoisie turque elle-même est divisée, notamment sur la question des alliances, entre les fractions qui cherchent à se tourner vers l'Europe (c'est cette tendance que Mitterrand a tenté de favoriser en faisant miroiter une possible adhésion de la Turquie à la CEE), et l'Allemagne et celles qui veulent conserver des relations privilégiées avec Washington.

Voilà bien la réalité du capitalisme aujourd'hui : celle d'un système qui s'enfonce dans le chaos. Et de l'aggravation de celui-ci, les plus grandes puissances du monde portent la plus lourde responsabilité.

JE (25/4/92)

Guadalajara : l'horreur capitaliste

■ Guadalajara, la 2e ville du Mexique, a basculé en quelques minutes dans l'apocalypse. Douze déflagrations ont pulvérisé près d'un cinquième de la cité. Résultat : 210 morts et 1500 blessés recensés jusqu'à maintenant et plus de 35 000 personnes qui auraient perdu leur domicile. Les autorités ont réagi rapidement, semble-t-il : quelques fonctionnaires jugés coupables de négligence vont servir de bouc-émissaires.

Mais ce que la bourgeoisie, cette classe dominante barbare et sans scrupule, ne peut pas cacher, en particulier dans le cas de cette monstrueuse catastrophe, c'est qu'elle en porte l'entière responsabilité :

- d'abord ceux qui l'on provoqué ; ils ont beau se disputer, tous ces pourris, pour savoir qui, de la Central (fabrique d'huile alimentaire) ou de la Pemex (entreprise nationale de

"Libération" de Kaboul ENCORE DE NOUVEAUX MASSACRES

■ Le 27 décembre 1979, les chars de l'ex-Armée rouge envahissaient l'Afghanistan, installant sur place le gouvernement fantoche de Babrak Karmal, chef du PDPA, version locale du Parti Communiste. Ce dernier se voyait remplacé à partir de 1986 par M. Najibullah, chef de la police politique et nouveau promu à la tête de ce parti dans la pure tradition stalinienne, avant d'être destitué ces derniers jours par la "Résistance" afghane.

En faisant main basse en 1979 sur l'Afghanistan, c'est-à-dire quelques mois à peine après la chute du régime sanguinaire du Shah et la montée en puissance des mollahs et autres religieux en Iran, l'URSS profitait de la faiblesse momentanée du bloc impérialiste américain dans cette région du monde pour avancer ses propres pions impérialistes et tenter une ouverture stratégique vers les mers chaudes de l'Océan Indien. Avec la perte de contrôle politique de l'Iran, les USA venaient en effet de perdre une pièce essentielle de leur dispositif impérialiste et militaire destiné à contenir leur concurrent soviétique. C'était le temps où s'affrontaient les deux grands blocs impérialistes issus de la 2^e Guerre Mondiale et des accords de Yalta entérinant le partage du monde.

Jusqu'au retrait total des troupes soviétiques d'Afghanistan en février 1989, ce pays restera au centre des enjeux des deux super grands : d'un côté l'Armée rouge forte de plusieurs centaines de milliers d'hommes équipés de chars, hélicoptères... et qui n'hésitera pas à utiliser les gaz de combat contre les populations, de l'autre les USA, équipant par le biais du Pakistan voisin, les différentes composantes des moudjahidins -au premier rang desquels le parti ultra-islamiste Hezb-e-islami du sanguinaire Gulbuddin Hekmat-tyar- des armes les plus meurtrières comme les missiles anti-aériens Stinger ou autres roquettes antichars. Pendant plus de 10 ans, cette guerre ne cessera d'ensanglanter ce petit pays, faisant des centaines de milliers de victimes, sans compter l'exode de plus de 2 300 000 Afghans réfugiés et entassés dans des camps au Pakistan, la misère et les privations de la population restée au pays.

La décision de retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan annoncée par Gorbatchev début 88 ne faisait que sonner le glas de l'empire soviétique. Cela se confirmera d'ailleurs de manière spectaculaire dès novembre de l'année suivante par la chute du mur de Berlin et l'effondrement définitif du stalinisme. Dans de telles conditions, le régime fantoche de Najibullah en place à Kaboul ne pouvait survivre longtemps à celui de ses anciens tuteurs.

Aujourd'hui, ce sont donc les coalisés d'hier contre l'invasion soviétique et le gouvernement Najibullah qui sont aux portes de Kaboul, n'hésitant pas à prendre en otage sa population et "prêts à en découdre" par les armes... celles-là même qui leur ont été abondamment fournies par les occidentaux. Car la disparition de l'ennemi commun n'annonce en rien l'ouverture d'une ère de paix enfin retrouvée, mais au contraire une entrée dans un chaos incroyable, où chaque fraction veut s'imposer au détriment de l'autre. Un négociateur pakistanais constatait ces derniers jours : *"le consensus est impossible à trouver, ils veulent tous devenir président de l'Afghanistan"*. La démission de Najibullah elle-même ne réussit pas vraiment à réjouir le gouvernement américain, conscient des risques importants de la situation nouvellement créée. *"Nous sommes surtout préoccupés par la confusion et le désordre sur place, afin qu'ils ne dégénèrent pas en sang et en violence"* dira même la porte-parole de James Baker, chef de la diplomatie américaine. Au delà du cynisme de ces déclarations, les inquiétudes de la bourgeoisie US sont bien réelles vis-à-vis d'une région aussi sensible et instable comme l'Asie Centrale. L'Afghanistan, pays éclaté en ethnies, tribus et autres factions, est devenu une poudrière aux enjeux considérables, qui dépassent largement les seules frontières de son territoire et où les impérialismes régionaux ne peuvent que s'exacerber. Chaque pays ayant ses propres visées expansionnistes, que ce soit le Pakistan, l'Iran, mais également les toutes récentes Républiques formées au début de l'année sur les décombres de l'ex-URSS comme le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, la Kirghizie ou encore le Kazakhstan... C'est ainsi que les tribus pashtouns du sud-est du pays, majoritaires dans la population et soutenues par le Pakistan, s'opposent aux minorités ethniques du nord du pays, dont les liens linguistiques et religieux avec l'Iran et d'Asie Centrale sont les plus forts. De leur côté, les minorités du Nord, dominées depuis plus de deux siècles par les Pashtouns, n'ont pas l'intention de se laisser mettre "hors jeu" par leurs alliés d'hier. *"Si on ne nous donne pas notre part du pouvoir à Kaboul, nous combattons les Pashtouns comme nous avons combattu les Russes"* n'hésitent pas à déclarer leurs chefs militaires. Tel est le vrai visage de ceux qui, des années durant, nous ont été présentés en Occident comme des "libérateurs" et des "combattants de la liberté".

Aussi, quels que soient les "accords" ou les plans de "paix" qui seront signés -ou pas- entre les différents chefs militaires rebelles, quelles que soient les formules de "gouvernement de transition" et les promesses d'élections générales organisées sous les auspices de l'ONU, nulle illusion n'est permise quant au devenir de cette région passablement meurtrie par plus de 14 ans de guerre. Seul l'enfoncement dans un chaos indescriptible est plus que jamais à l'ordre du jour, un chaos aux conséquences redoutables pour la stabilité de l'ensemble de cette région.

BT (25/04/92)

pétrole), aurait été à l'origine de ce cataclysme, cela ne change rien au fait que c'est toujours au nom du profit des capitalistes que des centaines de personnes ont été sacrifiées ;

- ensuite l'Etat bourgeois, à travers ses exécutants locaux, qui a négligé sciemment toutes les informations qui lui provenaient plusieurs heures avant la catastrophe, sur des fuites importantes de gaz.

Comme à Seveso, Bhopal ou Tchernobyl, le capitalisme vient de faire une nouvelle fois, à Guadalajara, la preuve qu'il n'est capable que de semer la mort.

JE (25/4/92)

ELECTIONS EN EUROPE OCCIDENTALE

LA BOURGEOISIE AFFUTE SES ARMES CONTRE LES LUTTES OUVRIERES A VENIR

Après les régionales et cantonales en France, ces dernières semaines ont vu la plupart des pays d'Europe occidentale en proie à la fièvre électorale. A peine étions-nous remis de la campagne électorale française, qu'il fallait encore, dans la foulée, subir le battage assourdissant fait autour des législatives en Grande-Bretagne et en Italie, de même que des régionales en Allemagne. A quoi rime aujourd'hui tout ce remue-ménage ?

■ Depuis le début de l'année, l'extrême brutalité de la récession économique, qui touche tous les pays industrialisés, oblige la bourgeoisie à accélérer ses attaques contre toutes les conditions de vie de la classe ouvrière. Partout en Europe occidentale, il ne se passe pas un jour sans que des plans d'austérité draconiens ne soient annoncés, notamment sous forme de licenciements massifs y compris dans les secteurs jusque-là les plus compétitifs de l'économie nationale (tel l'automobile en Allemagne, par exemple). Cette aggravation considérable de la misère ouvrière (cf. article sur le chômage) signifie que, à terme, le prolétariat va devoir reprendre le chemin de ses luttes, sur son propre terrain de classe, celui de la défense de ses conditions de vie. C'est pour cela que, face à la perspective d'un redéploiement des luttes ouvrières, la bourgeoisie s'efforce par tous les moyens, non seulement de reculer les échéances de cette inévitable confrontation entre les classes, mais encore de semer un maximum de confusion dans la tête des ouvriers. Parmi ces moyens, les campagnes électorales occupent à l'heure actuelle une place de premier plan.

UN RIDEAU DE FUMEE POUR DEVOYER LES OUVRIERS DE LEUR TERRAIN DE CLASSE

A travers ces campagnes, il s'agit, non seulement de dévoyer les ouvriers de leur terrain de lutte en les atomisant dans les isolements électoraux, mais encore de les pousser sur le terrain bourgeois de la défense de la démocratie contre la menace des idéologies extrémistes. C'est bien le sens qui a été donné à la campagne électorale en France où on a pu voir toutes les forces "démocratiques", notamment de gauche et d'extrême-gauche, se mobiliser dans la croisade anti-Le Pen (cf. RI n°211).

Et si, le mois dernier, les consultations électorales en Italie, et surtout en Allemagne, ont donné lieu à une telle offensive médiatique dans tous les pays, c'est encore parce qu'elles ont constitué pour la bourgeoisie une occasion d'accentuer cette attaque idéologique de grande ampleur contre toute la classe ouvrière. C'est ainsi que tous les médias se sont appuyés sur la poussée électorale des partis d'extrême-droite en Allemagne (autour de 10% dans les Länder de Bade-Wurtemberg et de Schleswig-Holstein) pour brandir encore l'épouvantail du fascisme et renforcer la campagne pour la défense de la "démocratie menacée".

De plus, ces campagnes électorales orchestrées dans toute l'Europe occidentale (de même qu'aux USA avec les "primaires" en vue des présidentielles) visent aujourd'hui encore à mystifier les ouvriers en leur faisant croire que c'est sur ce terrain-là qu'ils peuvent exprimer leur mécontentement. C'est bien le sens qu'il faut donner au battage sur les "votes

protestataires" contre la politique menée par les partis au gouvernement. Cette campagne sur la prétendue "expression du mécontentement social" s'est développée non seulement en France avec le désaveu évident du gouvernement socialiste lors des dernières régionales et cantonales, mais aussi en Allemagne avec la déroute des chrétiens-démocrates, de même qu'en Italie où, grâce au scrutin proportionnel intégral, les votes "protestataires" se sont soldés par un effondrement de la démocratie chrétienne au pouvoir au profit d'une kyrielle de petits partis (tels la "Lega" autonomiste de Lombardie dans le Nord, ou le MSI néo-fasciste dans la région de Naples qui a permis l'élection de la petite-fille de Mussolini à la Chambre des Députés).

Mais le bouquet de tout ce tintamarre électoral, c'est encore en Grande-Bretagne qu'on l'a vu s'épanouir avec le déploiement d'une campagne particulièrement bien montée et qui s'est déroulée en deux temps. Dans la première moitié de la campagne, on a vu, en effet, les médias utiliser à fond les sondages, pour faire croire d'abord à une possible victoire du parti travailliste afin de remobiliser l'électorat conservateur. Une fois cet objectif atteint, ce sont ces mêmes sondages qui, jusqu'à la veille des élections, ont permis d'entretenir le suspense autour du bras de fer entre le leader du Parti conservateur, J. Major, et celui du Parti travailliste, N. Kinnock. C'est ainsi que, jusqu'à la dernière minute, les médias ont cherché à nous maintenir en haleine, en tentant de faire croire que la Grande-Bretagne pourrait bien se retrouver avec un Parlement sans majorité.

En déployant cette gigantesque manipulation médiatique, digne de la bourgeoisie la plus habile et expérimentée du monde, celle-ci ne visait en réalité qu'un seul but : crédibiliser au maximum le jeu démocratique en assurant la plus forte participation possible à ce match électoral. Avec cette manœuvre de grande envergure, il s'agissait, en effet, pour la bourgeoisie britannique, de mener une campagne contre l'abstentionnisme en faisant croire que seuls les "citoyens", grâce à leur sens des responsabilités, pouvaient départager les voix et, ainsi, éviter au pays une crise politique qui n'aurait fait qu'aggraver encore la situation économique et sociale.

LA BOURGEOISIE RENFORCE SON APPAREIL D'ENCADREMENT DE LA CLASSE OUVRIERE

Mais cette offensive idéologique, déployée dans toute l'Europe occidentale, ne visait pas seulement à accentuer la désorientation des ouvriers en les poussant dans le giron des institutions démocratiques. Même si, momentanément, la bourgeoisie est parvenue à les dévoyer sur le terrain pourri des élections, comme en témoigne le taux de participation relativement élevé dans tous les pays, la perspective n'est pas à un renoncement du prolétariat au combat sur son propre terrain de classe, bien au contraire. Car quelles que soient les têtes qui vont constituer les nouveaux gouvernements, la bourgeoisie ne pourra mener qu'une seule politique : celle des attaques toujours plus massives contre toutes les conditions de vie de la classe ouvrière, attaques qui ne pourront que contraindre le prolétariat à reprendre le chemin de la lutte. C'est face à cette perspective de reprise des combats de classe que la bourgeoisie a aussi mis à profit les récentes

consultations électorales pour consolider son appareil d'encadrement de la classe ouvrière, notamment en s'attachant, dès à présent, à renforcer son dispositif des partis de gauche dans l'opposition. C'est ce qui est en train de se tramer en France avec les grenouillages post-électorales qui constituent à l'heure actuelle autant de préparatifs visant à permettre un retour du PS dans l'opposition aux côtés du PCF (cf. article page 5).

Mais sur ce plan aussi, les dernières législatives en Grande-Bretagne ont montré que la classe dominante britannique était celle qui continuait à donner le "la" en indiquant aux autres bourgeoisies européennes la stratégie à suivre. En effet, à travers la manière dont a été menée la campagne électorale dans ce pays, les intentions de la classe dominante se sont clairement révélées. Face à la nécessité de contrôler les futures ripostes ouvrières aux attaques économiques, il fallait redonner une nouvelle vitalité au Parti travailliste, de plus en plus discrédité dans les rangs ouvriers. Pour ce faire, la bourgeoisie devait en changer la direction et donc sacrifier son leader, Neil Kinnock. En se présentant comme un "premier ministrable" avec sa politique de "recentrage", il fallait que Kinnock apparaisse aux yeux des ouvriers comme un "mou", et donc qu'il soit sanctionné par son électorat. De ce fait, son "échec" aux législatives (programmé en réalité par l'ensemble de la bourgeoisie) pouvait apparaître alors comme l'échec d'un virage "à droite" du Parti travailliste. Voilà comment le capital britannique a su ravalier la façade du Labour Party décrépie par deux décennies de manœuvres de sabotage des luttes ouvrières : en dotant ce grand parti d'opposition d'une nouvelle direction, plus "combative", plus "radicale", il s'agit aujourd'hui de renforcer son image de prétendu "défenseur des intérêts ouvriers" afin de mystifier les prolétaires et se préparer à saboter encore leurs luttes. Tel est le sens qu'il faut donner à la démission de Neil Kinnock suite à son "fiasco" électoral : elle correspond à la nécessité pour la bourgeoisie britannique de redorer le blason de sa principale force d'encadrement de la classe ouvrière.

Ainsi, alors que l'aggravation considérable de la crise économique dans les pays centraux d'Europe occidentale est en train de labourer le terrain pour un redéploiement de la combativité ouvrière, la bourgeoisie affûte aujourd'hui ses armes contre toute tentative du prolétariat de résister à la misère capitaliste. Lorsqu'elle engagera à nouveau le combat, la classe ouvrière devra se souvenir de toutes ses expériences passées, elle devra non seulement se méfier, mais encore se détourner résolument de tous ces partis de la gauche du capital, partis "socialistes", "communistes" et leurs appendices "gauchistes" ainsi que de leurs syndicats. Elle ne devra pas oublier que, pendant des années, ces gens-là ont appliqué, lorsqu'ils étaient au gouvernement, une impitoyable politique d'austérité au nom de la défense de l'"intérêt national", c'est-à-dire du capital national. Elle devra se souvenir que ces mêmes faux amis, en réalité ses pires ennemis, ont mené les luttes ouvrières de défaite en défaite lorsqu'ils prétendaient, dans l'opposition, défendre les intérêts des exploités.

Avril
(25/04/92)

EXPLOSION DU CHOMAGE

(SUITE DE LA PAGE 1)

d'augmentation pratiquement ininterrompue du chômage. Contrairement aux années soixante (où la crise resurgit, marquant la fin des effets de la période de reconstruction d'après-guerre) ou plus encore aux années soixante-dix, plus personne n'attend ou ne promet de remède miracle pour "sortir du tunnel".

L'épuisement et l'échec patents des mesures keynésiennes a été partout constaté par les bourgeoisies nationales elles-mêmes au début des années quatre-vingt, l'impossibilité de pousser davantage une "économie de guerre" utilisée sans interruption depuis la fin de la seconde guerre mondiale (avec son programme d'armement intensif tant "classique" que nucléaire) atteste également de la faillite des tricheries permanentes de la bourgeoisie avec les lois de son économie.

Cependant, d'autres tricheries sont venues s'ajouter aux anciennes mais elles n'ont plus pour but que de tenter de camoufler aux yeux des ouvriers les difficultés croissantes du capitalisme pour les intégrer dans l'appareil productif et surtout de leur masquer la situation de misère effarante dans laquelle il les plonge.

La seule période de décrue très relative du chômage perceptible depuis vingt ans se situe en 1983-84 : elle a été attribuée par la bourgeoisie à la relance économique. Mais en réalité, cette miniphase de stabilisation du marché de l'emploi est consécutive à une nouvelle fuite en avant dans le crédit et l'endettement ; elle cache en fait un autre phénomène beaucoup plus profond : le recours aux emplois précaires. Dès lors, on voit se multiplier le travail à temps partiel sous toutes ses formes ou plus exactement se développer un chômage partiel déguisé qui n'est plus comptabilisé dans les statistiques officielles.

Cette précarisation de l'emploi s'est significativement développée dans les Etats les plus "riches" : les emplois temporaires ou saisonniers représentent déjà 17,3 % des emplois aux USA et 13,6 % pour l'ensemble de la CEE. L'organisme patronal américain Conference Board constatait récemment qu'aux Etats-Unis, alors que le taux de chômage officiel était de 7,1 % en 1991, en réalité, plus de 25 millions de personnes (un dixième de la population !) avaient subi une perte d'emploi en cours d'année. Cette forme de chômage déguisée est appelée à se généraliser à une bien plus large échelle, notamment en France où elle touche actuellement 12 % de travailleurs. Cela va d'ailleurs constituer l'essentiel des 900 000 "nouveaux emplois" promis d'ici l'automne par le gouvernement Bérégovoy au nom de la "solidarité" et du "partage du travail" : voilà comment partout la bourgeoisie entend "combattre le chômage" !

Depuis dix ans, la bourgeoisie intègre ce trucage à une série de manipulations sophistiquées, série variable selon les

Etats et se manifestant dans tous les instituts statistiques officiels comme l'INSEE ou le Bureau International du Travail (BIT), qui ont permis d'exclure des chiffres du chômage des millions de prolétaires : les chômeurs en stage "de formation" ou "de recyclage" touchant à peine davantage que leurs indemnités, les chômeurs en "fin de droits" (pour lesquels on a institué en France, le dérisoire RMI depuis 1989 et déjà remis en cause...), une grande partie de jeunes ouvriers soit à la recherche d'un premier emploi, soit sous-payés dans des "petits boulots" du style TUC ou SIVP, les ouvriers immigrés licenciés et renvoyés dare-dare dans leur pays d'origine, les ouvriers placés en pré-retraite, etc.

UNE ATTAQUE QUI TOUCHE DIRECTEMENT TOUS LES OUVRIERS

Cependant, les plans de licenciement touchent désormais les gros bataillons du prolétariat occidental en s'abattant sur tous les secteurs centraux de l'économie : automobile, sidérurgie, informatique, aéronautique, chantiers navals... mais la caractéristique majeure de ce chômage massif est qu'il s'est étendu à toutes les professions et n'épargne plus aucun secteur de la classe ouvrière. Ainsi en 1991, l'industrie lombarde qui compte parmi les entreprises italiennes les plus prospères et modernes, viennent de licencier 110 000 ouvriers dans toutes les branches de leur activité. En même temps, le chômage technique est une pratique qui tend à se généraliser à toutes les grandes entreprises (Fiat, Pirelli, Renault, Peugeot...).

Cette réalité pèse très lourdement sur tous les aspects de la vie quotidienne pour chaque ouvrier. Cela représente d'abord la plus insoutenable paupérisation pour les ouvriers réduits au chômage : en Grande-Bretagne par exemple, chaque chômeur n'a "droit" qu'à l'équivalent de 400 F d'allocations par semaine, quel qu'ait été son salaire antérieur. La plupart de ceux qui perdent leur emploi ont de moins en moins de chance et d'espoir d'en retrouver un autre et c'est alors l'engrenage du cycle infernal : pas d'emploi, pas de revenus, ni de possibilité de se soigner, pas de logement (300 familles britanniques sont expulsées chaque jour pour cause de crédits non remboursés) et la rapide menace de "lumpénisation" des prolétaires et de leur famille. Ce que la bourgeoisie appelle maintenant la "nouvelle pauvreté" est devenu une lugubre réalité pour des dizaines de millions d'ouvriers au coeur du capitalisme, en particulier aux USA où 23 millions de personnes vivent avec des bons de nourriture auprès des soupes populaires et où plus de 30 millions ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté alors qu'en plus de ceux-là, 37 autres millions ne peuvent s'acheter aucune

protection sociale ni "couverture de santé". C'est donc près de 70 millions d'ouvriers américains (sur une population de 260 millions !) qui sont d'ores et déjà réduits à des conditions d'existence des plus précaires dans le pays symbole par excellence de la "richesse" capitaliste !

D'autres secteurs de la classe sont d'évidence profondément affectés dans leur vie quotidienne par la préoccupation du chômage : *"Outre le chômage prolongé et le sous-emploi, il faut prendre en considération ces millions d'allées et venues dans le travail temporaire, dans le provisoire, ce qui crée chez tous un sentiment d'insécurité, de précarité. Alors que les précédentes récessions créaient des poussées de chômage dans des secteurs industriels, des zones géographiques bien déterminées, l'actuel marasme, notamment parce qu'il atteint les services, recouvre l'ensemble du pays"* ("Le Monde diplomatique", février 1992).

Cette situation d'attaque frontale déjà imposée à tous les ouvriers aujourd'hui ne peut qu'empirer pour l'avenir : le chômage va non seulement s'intensifier et s'accélérer mais il ne peut que peser bien davantage encore dans les conditions de vie de toute la classe ouvrière.

Les ouvriers doivent se débarrasser définitivement de toute illusion à ce sujet. Le problème du chômage n'est que le reflet de l'impasse où mène le capitalisme, il est le signe révélateur le plus patent et le plus criant de la faillite totale de ce système. La baisse générale du niveau de vie et la dégradation croissante des conditions d'existence que le problème du chômage implique pour toutes les familles ouvrières ne peut que tendre à créer de plus en plus les conditions pour que l'ensemble des prolétaires prenne conscience de la nécessité de détruire ce système, d'abolir à tout jamais ses infâmes conditions d'exploitation.

YD

LISEZ LE MANIFESTE DU 9^e CONGRES DU CCI

**"Révolution communiste
ou
destruction de l'humanité"**

(Disponible sur commande : 3 F.)

Au pouvoir comme dans l'opposition LE PS SERA TOUJOURS L'ENNEMI DES OUVRIERS

■ Comme l'affirmait récemment Fabius, et on ne peut le contredire sur ce point, le PS a bel et bien reçu une raclée lors des dernières élections cantonales et régionales. Avec environ 18 % des voix, il enregistre son plus mauvais score depuis la fin des années 60. Eh oui, dix années passées aux commandes de l'Etat bourgeois, ça vous érode sérieusement toutes les illusions les plus ancrées quant à la capacité des forces de gauche, PS en tête, à changer la vie.

Certes, ils l'ont transformé, le quotidien, mais sûrement pas dans le sens tant attendu par nombre de prolétaires au lendemain de 1981. Car, s'il est un bilan au cours de cette décennie écoulée dont la "force tranquille" peut bien se targuer, c'est bien celui d'une capacité à avoir su tromper et cogner sur toute la classe ouvrière. Jamais celle-ci n'avait vu ses conditions de vie aussi attaquées depuis la fin de la seconde guerre mondiale. En conséquence, il est donc tout à fait logique que ce parti au pouvoir ait vu sa capacité à illusionner les ouvriers en prendre un sérieux coup. Plus encore, le PS cristallise carrément aujourd'hui le mécontentement général. Or il est clair que tant que cette fraction bourgeoise restera au gouvernement, obligée qu'elle est de gérer la faillite du capitalisme, toutes les mesures qu'elle continuera de prendre ne pourront que renforcer son discrédit auprès des travailleurs.

De fait, il en va de l'intérêt général de la bourgeoisie en France que le PS abandonne au plus tôt les rênes du pouvoir. Pourquoi ? N'est-il pas finalement, comme se plaisent à l'affirmer nombre de commentateurs, un aussi bon gestionnaire du capital, voire meilleur, que la droite ? Parce que fondamentalement, quand bien même est-il tout à fait capable de gérer l'économie bourgeoise, son rôle est, au demeurant, comme pour l'ensemble des forces dites de gauche, PC et gauchistes compris, de se situer dans l'opposition afin de mieux semer la confusion dans les rangs ouvriers et de saboter les luttes. Ainsi, s'il est désormais manifeste que la droite reviendra aux affaires à l'issue des législatives de 1993, il n'empêche que, d'ores et déjà, les socialistes ont saisi l'opportunité que constituait la formation du nouveau gouvernement Bérégovoy pour se démarquer encore un peu plus du pouvoir (1). Cette distanciation vient entre autres aspects de se traduire par les "départs" des ministères de figures aussi importantes de la rue de Solferino que Poperen ou bien encore Jospin, succédant à ceux de Chevènement, Fabius et Mauroy. Mais qu'on ne s'y trompe pas, derrière l'absence des "éléphants" du PS, il faut voir une manœuvre.

La classe dominante en France se confronte effectivement à l'heure actuelle à un problème important : celui de se doter d'organes d'encadrement de la classe ouvrière, politiques et syndicaux, capables de faire face aux explosions sociales qui ne manqueront pas de surgir du fait de l'aggravation inexorable, profonde et rapide des conditions de vie. Bien sûr, cette agitation s'opposera non seulement aux intérêts du capital national mais mettra aussi en danger l'ordre bourgeois.

D'ailleurs, avec l'arrivée de tous les partis de gauche à la tête de l'Etat en 1981, arrivée qui avait d'autant plus dangereusement dégarni le front social qu'elle entraînait du même coup les principaux syndicats, c'est le même type de problème que la bourgeoisie française avait eu à résoudre. Souvenons-nous, elle y apporta réponse en 1984 en renvoyant dans l'opposition Marchais et les siens. Depuis cette date, et durant la deuxième moitié des années 80, c'est au PCF, aux syndicats, aux gauchistes et à leurs coordinations qu'échut la tâche de dévoyer le combat ouvrier.

Mais l'affaiblissement accéléré que connaît depuis deux ans le parti de la place du Colonel Fabien, du fait de l'effondrement du stalinisme, repose à nouveau, mais avec infiniment plus de gravité cette fois-ci, le même problème pour la classe dominante. Voilà pourquoi celle-ci se doit de renforcer au plus vite son appareil de gauche dans l'opposition, et c'est cette nécessité qui explique l'actuelle réorganisation du PS. Ainsi, dès son accession au secrétariat général de ce parti, Fabius annonçait la couleur en parlant "de la rénovation" et de la "remobilisation du peuple de gauche". En effet, après plus de dix ans de politique anti-

ouvrière à Matignon et à l'Elysée, le PS a intérêt dès à présent à reprendre ses discours de "gauche", "pro-ouvriers", s'il veut espérer demain pouvoir encadrer et canaliser les mouvements sociaux. Et tous les dirigeants du PS en ont clairement compris l'urgence car, comme le déclarait récemment le trésorier du parti, Moscovici : "Nous ne rattrapons pas, d'ici les législatives, notre déficit social." ("Libération", 18-19 avril).

L'ex-ministre Jospin est particulièrement explicite : "Ce que je sais, après plus de dix ans de responsabilité, c'est que notre objectif ne peut se borner à limiter les dégâts en 1993, en vue d'une cohabitation aléatoire." Pour lui, la gauche est à reconstruire et cela prendra du temps. Selon ses propres termes, la rénovation, c'est "le retour à l'authenticité des comportements socialistes : militantisme, fraternité, justice, rigueur intellectuelle et morale, solidarité et partage" ("Le Monde", 10 avril), le tout pour mieux fourvoyer les prolétaires.

C'est la même volonté qui anime Poperen lorsqu'il crée son mouvement Le Nouveau Monde 92 dont l'objectif est de renouveler les idées de gauche. Enfin, bien sûr, il y a le plus radical : Chevènement, fort à gauche celui-là, paraît-il.

Très anti-Maastricht aux côtés du PC et des refondateurs il pourra mieux demain tromper les ouvriers en leur rappelant : "Regardez, je vous l'avais bien dit, cette Europe n'est pas une Europe sociale".

Dans cette préparation pour faire face aux échéances sociales futures, la campagne idéologique d'envergure qui est orchestrée autour de Le Pen et contre le racisme joue aussi un rôle très important. Véritable cheval de bataille, c'est par lui notamment que l'ensemble des forces de gauche espère rassembler et mystifier le maximum d'ouvriers. C'est ainsi que, du PS et du PC jusqu'aux organisations humanitaires comme SOS-Racisme en passant par les gauchistes de LO et de la LCR, tous ont hurlé contre le danger de retour de la bête immonde, entendez le fascisme.

Cela n'est d'ailleurs pas près de prendre fin dans la mesure où les élections de 1993 vont être l'occasion de poursuivre et relancer comme jamais toute cette propagande mensongère.

Dans le même registre, le non-lieu rendu au sujet de l'ex-milicien vichyssois Touvier a été propice à la surenchère antifasciste du PS. Fabius, qui traite Touvier "d'ordure", a été consterné par ce jugement. Mais Touvier a vraiment bon dos alors que le 10 juillet 1940, sur 117 députés socialistes, 88 votaient les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. C'est d'autant plus mal venu de la part du PS après le scandale de la diffusion du sang contaminé par le virus du SIDA, dans la mesure où il compte désormais parmi ses rangs dans les personnes de Georgina Dufoix et de Garetta, de véritables docteurs Mengele.

Ainsi, dès à présent, la classe ouvrière ne doit pas se laisser abuser par les miettes que lui promet le gouvernement Bérégovoy. La prétendue perspective d'une activité pour les 900 000 chômeurs de longue durée est au mieux une misère, au pire du pipeau. L'année à venir est de toute façon synonyme d'attaques féroces à l'encontre de tous les salariés. Ces derniers ne doivent pas se laisser bernier par tous les discours radicaux des chantres du PS qui ne vont pas manquer de s'exprimer à l'avenir.

Le prolétariat ne doit pas se laisser enivrer par tous les prêches "généreux" et "pro-ouvriers" de cette bourgeoisie de gauche dont le seul but est de saboter demain ses luttes. Qu'il se souvienne au contraire du temps où PS, PC, syndicats, main dans la main, lui imposaient l'austérité. Qu'il n'oublie pas toute l'expérience de dévoiement de ses luttes dont ces derniers sont capables.

Greg
(25/04/92)

(1) Mitterrand et Bérégovoy ont clairement affirmé qu'ils ne modifieraient pas le mode de scrutin pour les prochaines législatives. Cela signifie de toute évidence qu'avec un scrutin de type majoritaire et non proportionnel, le PS a fort peu de chances de remporter les élections.

Aujourd'hui comme hier, le chauvinisme crapuleux du PCF

■ Dans la campagne autour du refus des accords de Maastricht, le PCF occupe une place de choix. Il hurle aussi fort, sinon plus, que les autres fractions du capital national. Le Pen et Marchais communient dans l'hostilité forcée au traité. "On veut faire travailler les français pour le roi de Prusse" se lamente André Lajoie. "On a fait croire aux Français qu'ils travaillaient pour l'Europe. Ils peuvent constater qu'ils le font pour la Bundesbank" embraye G. Marchais ("Libération" du 13.4.92).

Les stalinien voudraient voir les ouvriers se mobiliser contre les accords de Maastricht au nom de l'abandon de la souveraineté nationale, main dans la main avec la bourgeoisie nationale, toutes classes confondues. Ils veulent nous faire croire que c'est ce "fameux accord" qui serait responsable de tous les maux qui tombent sur le dos des ouvriers. Le chômage, l'augmentation des cadences, la perte de pouvoir d'achat, etc.

NON, cent fois non. Ce ne sont pas ces accords qui sont les responsables de l'aggravation de la crise. La crise économique qui sévit, la concurrence pour des marchés solvables qui rétrécissent, la guerre commerciale que se livrent les nations, voilà les responsables.

Le PCF s'agit autour d'une pétition nationale demandant la tenue d'un référendum, rejoignant le fleuron des défenseurs de l'"identité nationale" : Seguin du RPR, De Villiers, Alain Juppé, secrétaire du RPR, Le Pen, que tous ces braves démocrates s'évertuent à diaboliser en le présentant en nouveau Führer.

Sur le fond, où est la différence entre les uns et les autres ? Qui, sinon le PCF, a inoculé dans les rangs ouvriers

le poison nationaliste ? Qui, bien avant que Le Pen ne la remette à la mode, s'était fait le champion des cocoricos gaulois et du culte de l'héroïne de la patrie, Jeanne d'Arc ? Qui s'est fait le champion du fameux "Produisons français", au nom duquel il s'est efforcé d'enchaîner les ouvriers aux intérêts du capital national ?

Rappelons-nous le 14 juillet 1935 où, pour la première fois, le PCF a fait manifester les ouvriers derrière le drapeau tricolore honni depuis la guerre de 1914 et leur a fait entonner "La Marseillaise", l'hymne de leurs exploiters, des bourreaux de la Commune de Paris, Duclos se permettant de dire dans son discours que "en saluant le drapeau tricolore, les ouvriers saluent le passé révolutionnaire de la France".

Rappelons-nous les hauts faits d'armes du PCF dans l'embrigadement de la classe ouvrière dans la défense de la patrie au cours de la seconde guerre mondiale.

Rappelons-nous les cris de haine nationaliste de "L'Humanité" titrant à la Libération : "Plus forts les coups sur le boche chancelant", et "A chacun son boche".

Rappelons-nous les paroles de Thorez à la Libération qui appelait les ouvriers à reconstruire l'économie nationale "Produire, produire davantage !"

Une nouvelle fois, les stalinien tentent d'embrigader les ouvriers dans la guerre économique, leur demandant de défendre "les produits nationaux". Cette propagande nationaliste du PCF martelée aujourd'hui est la même que celle qui a servi à envoyer à la boucherie des millions d'ouvriers contre "l'Allemagne totalitaire".

Yannis

Les trotskistes, rabatteurs de la gauche du capital

■ Comme à leur habitude, quand il s'agit d'apporter leur pierre et leur caution radicale aux pièges montés contre la classe ouvrière par la bourgeoisie, les trotskistes n'ont pas manqué, à l'occasion de la récente campagne électorale, de répondre présents à l'appel de leur maître. C'est ainsi qu'ils se sont engouffrés comme un seul homme dans la vaste opération de mobilisation électorale qui invite à intervalles réguliers les prolétaires à abandonner leurs luttes, à oublier leur terrain et leur unité de classe au profit du piège électoral et démocratique. Mais au-delà de leur traditionnel soutien "critique" au mensonge des élections, c'est surtout à l'énorme barouf déployé par la classe dominante sur la prétendue "menace fasciste" et sur la nécessité de "se mobiliser pour défendre la démocratie en danger", qu'ils apportent aujourd'hui leur contribution radicale et pseudo-révolutionnaire. Et essentiellement, une fois de plus, à travers cette mobilisation, ils ne font que confirmer la fonction qu'ils ont toujours remplie : se faire les rabatteurs de la gauche, tenter de la recrédibiliser et de ramener dans son giron les ouvriers qui s'en détournent de plus en plus massivement.

Ainsi, c'est ouvertement que la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) appelle à constituer un large "front de combat contre le racisme et le fascisme". Tout en affichant pour la forme le refus de "la moindre complaisance avec un parti qui, depuis plus de dix ans, a fait le jeu de la droite et de Le Pen", elle ajoute aussitôt : "Cependant, aucune force de gauche ne doit être exclue de la mobilisation, y compris celles qui ont une responsabilité directe, au gouvernement ou en dehors, dans la montée du racisme et du fascisme. (...) Jamais Marchais, Fabius ou d'autres ne doivent pouvoir dire à leurs militants et sympathisants : les antifascistes ne veulent pas de nous." ("Rouge", 27 février 1992.) Les choses sont claires : l'ennemi, le seul, c'est la droite, Le Pen et le fascisme. Ce qu'on reproche tout au plus à la gauche, c'est d'avoir fait leur jeu ! Qu'elle se décide à "combattre le fascisme" et tout sera pardonné. Ben tiens ! Ce qu'il faut surtout, c'est convaincre les ouvriers que ces affameurs et saboteurs patentés de leurs luttes que sont les PC, PS et consorts constituaient malgré tout ses alliés et qu'il s'agit de faire front derrière eux contre l'"ennemi principal". Plus encore, les ouvriers devraient mettre leurs luttes et leurs revendications au service de ce front unique démocratique et interclassiste : "Le mouvement syndical (entendez les luttes revendicatives du prolétariat car, pour la LCR, c'est la même chose) comme le mouvement des femmes doivent étayer la lutte antifasciste de leurs propres revendications."

Quant à Lutte Ouvrière, toujours un cran plus à gauche, si elle se refuse à participer à tous les appels au front commun que lui lance la LCR, c'est quand même pour tenter elle aussi d'embarquer la classe ouvrière et ses luttes sur le même terrain de l'antifascisme. Qu'on en juge : "Pour faire face à une réelle menace fasciste, envahissant la vie sociale, il faut une véritable force sociale, une force collective ayant sa propre action, ses propres valeurs à opposer à la marée fasciste. Seule l'intervention d'un mouvement ouvrier ayant retrouvé sa confiance, sa combativité, ses valeurs et sa capacité à peser sur la vie politique (...) peut constituer un rempart (...) contre la menace fasciste qu'il (le phénomène Le Pen) est susceptible de receler." ("LO", 6 mars 92)

Ce que l'un comme l'autre nous disent, en gros, c'est que, s'il s'agit de combattre le fascisme, cela doit se faire sans oublier le terrain de la classe ouvrière, ses revendications, ses luttes contre l'austérité et le chômage. Ce n'est pas par hasard : parmi les forces bourgeoises, les trotskistes ne sont pas là pour se contenter de brandir la menace fasciste et mobiliser "pour la démocratie", il y en a d'autres qui s'en chargent quotidiennement, à commencer par "Libération" et le journal télévisé de 20 heures. Il leur faut surtout apporter une caution radicale, ouvrière, "sociale", à ce grand projet. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit surtout de ne pas laisser dégarni le front social à un moment où l'accélération des attaques anti-ouvrières, l'explosion du chômage et le déferlement de l'austérité ne vont pas manquer, campagnes antifascistes ou pas, de jeter à nouveau les prolétaires dans la lutte sur leur terrain de classe.

Pour les trotskistes de la LCR comme de LO, il importe surtout de donner un coup de main aux préparatifs actuels de renforcement de la gauche dans l'opposition (cf article ci-contre). Il faut à tout prix faire un grand nettoyage, laver la gauche de ses exactions anti-ouvrières, faire oublier dix ans d'austérité socialiste. Ainsi, lorsque la LCR s'inquiète du "vide à gauche", de la "désorientation de l'électorat de gauche", en faisant mine de redouter que l'extrême droite s'engouffre dans ce vide, ce qui l'inquiète surtout, c'est l'affaiblissement considérable de tous les partis de gauche (PS et PCF) face à la nécessité de contrôler les explosions inévitables de la lutte de classe. C'est bien pourquoi elle invoque à longueur de lignes de son journal, "Rouge", "le besoin de réfléchir à la reconstruction d'une véritable force politique de gauche, anti-capitaliste, capable de redonner une perspective attractive" et elle offre d'ores et déjà ses services en lançant un appel "à ce que se rassemblent toutes les forces venant de l'extrême gauche, du PCF, du PS, des Verts, du mouvement associatif, du mouvement féministe, pour une affirmation politique indépendante de la majorité présidentielle." (appel du comité central de la LCR, 29/3/92)

Quant à LO, si, rejetant la proposition de la LCR, elle rechigne ouvertement à prendre part à cette "recomposition", ne nous faisons pas d'illusion. Lorsqu'avec des accents hyper-radicaux, elle prétend que "seule l'intervention d'un mouvement ouvrier ayant retrouvé sa confiance, sa combativité, peut constituer un rempart contre la menace fasciste", elle ne fait rien d'autre que d'inviter les prolétaires à se tromper de cible. Elle cherche à leur faire oublier que ce n'est pas le fascisme mais la démocratie "socialiste" qui est responsable aujourd'hui de la dégradation sans précédent de toutes leurs conditions de vie, que ce n'est pas Le Pen, mais la gauche et ses syndicats qui demain comme hier seront les premiers saboteurs de ses luttes.

Lorsque la classe ouvrière aura retrouvé sa confiance et sa combativité, c'est-à-dire son terrain de lutte, c'est bien contre cet ennemi-là, et contre tous ses rabatteurs gauchistes, qu'il lui faudra mener le principal de son combat.

PE

L'intervention des révolutionnaires : facteur déterminant du développement de la conscience dans la classe ouvrière

■ La section en France du Courant Communiste International vient de tenir son Xe congrès. Le congrès d'une de ses sections territoriales est un moment important de la vie de l'organisation internationale qu'est le CCI. En effet il lui revient à la fois de vérifier et préciser les orientations générales de l'organisation sur la situation internationale (1) et de se consacrer à ses tâches plus spécifiques : tirer un bilan de ses activités de section territoriale et analyser la situation nationale du pays où elle intervient. C'est avec beaucoup de sérieux et de dynamisme que le congrès s'est attelé à ces travaux dont nous exposons les principales conclusions.

LA SITUATION INTERNATIONALE

L'éclatement de l'URSS, dans la dernière moitié de l'année 1991, et le chaos qui a submergé toute cette région du monde, ont constitué une illustration éclatante de l'analyse du CCI selon laquelle les événements considérables qui s'étaient développés à l'Est à partir de la fin de 1989 marquaient l'entrée de plain-pied du capitalisme dans sa phase de décomposition.

Sur un autre plan, celui des tensions impérialistes, la situation a également confirmé les analyses du CCI qui prévoyaient leur accentuation, en particulier entre les anciens alliés de l'ex-bloc occidental. En particulier, ces six derniers mois ont été marqués par l'affirmation croissante de l'Allemagne en tant que candidate à la tête d'un nouveau bloc impérialiste rival des USA. Aussi limitées que soient les possibilités réelles de ce pays pour s'imposer face aux USA, tant la supériorité militaire de ces derniers est écrasante, l'Allemagne n'en a pas moins tenté d'exploiter toutes les possibilités pour étendre sa zone d'influence vers la Méditerranée, le Moyen-Orient (via la Turquie) et l'Est. Elle a également cherché à accroître sa puissance potentielle en commençant à contracter des alliances, avec la France en particulier, susceptibles de pallier en partie à certaines de ses faiblesses, notamment sur le plan militaire.

La discussion du congrès a clairement mis en évidence le lien qui existait entre le développement du chaos et celui des tensions impérialistes qui se dynamisent de façon réciproque : d'une part une situation de chaos fait naître de nouveaux appétits impérialistes (territoires de l'ex-URSS) et, d'autre part, les tentatives impérialistes sont génératrices de chaos (comme l'a montré, par exemple, le soutien en sous-main de l'Allemagne aux velléités d'indépendance de la Croatie).

Le congrès a conclu cette partie de la discussion en dégageant clairement la perspective du développement du chaos, en particulier sous l'effet de l'aggravation de la crise économique. De moins en moins celui-ci se trouvera freiné par l'action concertée des grandes puissances (ainsi que cela avait été le cas face à l'éclatement de l'URSS) pour se protéger de certaines de ses conséquences (dissémination nucléaire) qui menacent toutes les fractions de la bourgeoisie dans le monde.

Sur un autre plan, le congrès s'est attaché à analyser la situation actuelle de la lutte de classe et ses perspectives de développement. Il a mis en évidence que le recul dans la conscience de la classe ouvrière sur la question cruciale de sa perspective propre, celle de la révolution communiste, s'était en partie trouvé aggravé par l'effondrement du stalinisme dans le pays qui en avait été le berceau, l'URSS, et par le regain des campagnes de la bourgeoisie, de nouveau sur le thème de la "mort du communisme". En fait ces événements à l'Est, et dans une moindre mesure la guerre en Yougoslavie, ont de nouveau vérifié ce que le CCI avait déjà mis en

évidence, à savoir le poids négatif des phénomènes de la décomposition sur la conscience de la classe ouvrière. Ces événements, auxquels la classe ouvrière a assisté impuissante, ont également eu pour conséquence de maintenir la paralysie de sa combativité qui avait résulté du même sentiment d'impuissance face à des événements également considérables intervenus antérieurement, au premier rang desquels la guerre du Golfe.

Cependant, et sans écarter la possibilité de nouveaux rebondissements très graves de la situation de chaos à l'Est, le facteur qui tend déjà à s'imposer au premier plan de la situation, et s'imposera de plus en plus, c'est, avec l'actuelle récession ouverte, celui de la crise économique. En effet, une "relance" de l'économie mondiale, sur le modèle de celle des années 80, avec pour locomotive l'économie la plus puissante, celle des Etats-Unis, est aujourd'hui inapplicable. L'économie américaine avait pu jouer ce rôle de "locomotive" au prix d'un bond en avant de son endettement intérieur et extérieur, et c'est justement ce qui n'est plus possible désormais, puisque cette économie croule sous le poids d'un endettement astronomique. Ainsi, après la guerre du Golfe, la crise économique va continuer d'approfondir dans les bataillons centraux de la classe ouvrière la conscience de la faillite de ce système. Dans ce processus le chômage massif va jouer un rôle de premier plan, en tant que révélateur de premier ordre de cette faillite.

Mais au-delà de la prise de conscience de la faillite de ce système, le retour au premier plan de la crise capitaliste pose également celles du redéploiement de la combativité ouvrière et de la reprise du développement de sa conscience, sur le plan de la perspective communiste, dans les pays industrialisés d'Europe occidentale : "L'accumulation du mécontentement provoqué par la multiplication et l'intensification des attaques résultant de cette aggravation de la crise ouvrira, à terme, le chemin à des mouvements de grande ampleur qui redonneront confiance à la classe ouvrière, lui rappelleront qu'elle constitue, dès à présent, une force considérable dans la société et permettront à une masse croissante d'ouvriers de se tourner de nouveau vers la perspective du renversement du capitalisme. Il est évidemment encore trop tôt pour prévoir à quel moment prendront place de tels mouvements. Dans l'immédiat, les luttes ouvrières se situent à un des niveaux les plus bas depuis la dernière guerre mondiale. Mais ce dont il faut être certain c'est que, dès à présent, se développent en profondeur les conditions de leur surgissement ce qui doit inciter les révolutionnaires à une vigilance croissante afin qu'ils ne soient pas surpris par un tel surgissement et qu'ils soient préparés à intervenir en son sein pour y mettre en avant la perspective communiste." (Résolution sur la situation internationale.)

LA SITUATION EN FRANCE

Toutes les grandes tendances de la situation internationale s'appliquent évidemment à la situation en France, qu'il s'agisse de l'aggravation de la crise économique, du développement du militarisme ou de la lutte de classe. Cependant, et afin d'appréhender avec plus de justesse la situation dans ce pays, il convient de prendre en compte des spécificités nationales. Des discussions du congrès, nous ne rapportons ici que celles relatives aux deux aspects suivants (2) :

- La politique impérialiste de la France. C'est aux côtés de l'Allemagne que la défense des intérêts du capital national pousse la bourgeoisie française à se ranger, puisque du côté des Etats-Unis, la France ne pourrait prétendre qu'à une place de second lieutenant, derrière la Grande Bretagne. Cependant, une telle option n'est pas sans inconvénient pour

la France puisqu'elle l'expose à la fois au risque de se faire "absorber" par son puissant voisin et aux coups des USA qui voient du plus mauvais oeil un tel rapprochement.

- Les difficultés de l'appareil politique de la bourgeoisie française. Ce sont les divisions au sein de la droite qui avaient amené la gauche à aller au pouvoir en 1981. Depuis cet "accident" (l'élection de Mitterrand ne correspondant nullement à la volonté des principaux secteurs de la bourgeoisie française, PS y compris), le PS n'a cessé de s'user au gouvernement. Cette usure est telle que se trouvent compromises ses capacités à constituer de nouveau un parti d'encadrement de la classe ouvrière, lorsqu'il sera de retour dans l'opposition. Dans le même temps, les divisions au sein de la droite n'ont fait que s'accroître, et cette situation risque encore de s'aggraver avec l'opposition qui va se cristalliser en son sein, entre les partisans d'une alliance avec l'Allemagne et ceux d'une alliance avec les USA.

LES ACTIVITES

La section en France du CCI a tiré un bilan positif de son activité, essentiellement pour sa capacité à avoir su défendre, à tous les niveaux de son intervention, et en premier lieu dans la presse, une analyse adéquate de l'évolution de la situation et de ses implications pour la classe ouvrière. Participe également de ce bilan positif la vigilance maintenue sur la question de la défense de l'organisation alors que la pression idéologique de la décomposition de la société se fait toujours plus forte, tout particulièrement dans la période que nous avons vécue de recul de la lutte de classe. Une telle pression idéologique peut en effet, ainsi que nous l'avons déjà mis en évidence, prendre des formes catastrophiques pour une organisation révolutionnaire : le désintérêt pour la théorie, le repli sur soi, le renoncement au combat, etc ...

La discussion sur ses activités a en particulier constitué l'occasion pour la section en France de prendre pleinement conscience de l'importance de son intervention actuelle en direction des petites minorités de la classe ouvrière qui, ayant refusé de se laisser entraîner et assourdir par les discours sur "la mort du communisme", témoignent d'un regain d'intérêt à l'égard des positions révolutionnaires. Le succès d'une telle intervention dépend d'une part de la capacité à savoir répondre à toutes les attentes, en partant des préoccupations exprimées, et d'autre part d'y répondre en profondeur, en permettant aux contacts de s'approprier au maximum le cadre d'analyse marxiste et l'expérience vivante de la classe ouvrière. A ce sujet, le congrès a montré une ferme volonté de faire de sa presse territoriale un instrument de discussion par la présence systématique dans ses colonnes d'une rubrique comportant un "courrier de lecteurs" ou un compte rendu de réunion publique.

La participation active, collective, passionnée de l'ensemble des militants de la section en France et de délégations d'autres sections du CCI ainsi réunis en assemblée générale a permis des débats très riches et profonds. Elle a, en même temps, constitué un témoignage de la vitalité du CCI.

RI

(1) Dans la "Revue Internationale" n° 70 sera publiée la résolution sur la situation internationale adoptée par le congrès.
(2) Dans le prochain numéro de "Révolution Internationale" sera publiée la résolution qui a été adoptée sur la situation en France.

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

CONTRAIREMENT AUX MENSONGES BOURGEOIS, LA CLASSE OUVRIERE EST BIEN LA CLASSE REVOLUTIONNAIRE

Modification du rythme et des dates des permanences à Paris et Lille

A Paris, une permanence par mois se tient désormais le vendredi soir au lieu du samedi. D'autres modifications dans le rythme des permanences sont prévues prochainement. Elles seront annoncées dans la presse.
A Lille, nous organisons désormais deux permanences par mois; un mois sur deux une des permanences est remplacée par une réunion publique.

BORDEAUX :

Réunion publique le samedi 23 mai à 17h au "Café des Arts", 138, cours Victor-Hugo.

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le vendredi 15 mai à 20h30 à l'ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue du Maréchal-Joffre.

LILLE :

Permanence les samedis 9 et 23 mai, de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Permanence le mercredi 13 mai à 18h30 à la "Brasserie de l'Industrie", avenue de Saxe, angle du cours Gambetta, 3e.
Vente de la presse le 3e vendredi de chaque mois au marché de Vaulx-en-Velin à partir de 11h30 et au métro Bellecour (entrée côté place) de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 16 mai à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h sortie métro Chartreux.
Permanence le 4 juin de 18h à 19h à "L'Artistic-Bar", 4, cours Joseph-Thierry, 1er.
Vente de la presse le samedi 16 mai de 11h à 12h au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès.

NANTES :

Réunion publique le samedi 16 mai à 17h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les jeudis 7 mai et 4 juin à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de Talensac le samedi 16 mai de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le samedi 16 mai à 18h (exceptionnellement), au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence les samedis 2, 9 et 30 mai, de 18h à 20h et le VENDREDI 22 mai de 20h30 à 23h, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de St-Denis (métro St-Denis-Basilique) le 2e dimanche du mois à partir de 11h30.

ROUEN :

Réunion publique le samedi 23 mai à 14h30 à la Halle aux Toiles.

STRASBOURG :

Permanence

le samedi 23 mai à 16h, "Ciarus", 7 rue Finkmatt.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 22 mai à 21h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgette, route de Seysses-Toulouse.
Permanence les vendredis 15 mai et 5 juin à 18h30. Rendez-vous brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 10 mai et 7 juin au marché aux Légumes (près de la place Jeanne-d'Arc) de 11h30 à 12h30 et au marché aux Puces (place St-Sernin) de 11h à 12h.

TOURS :

Réunion publique le samedi 23 mai à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

Courant Communiste International

Revue Internationale/ 69

2e trimestre 1992	15FF/75FB
Situation internationale	
GUERRE, BARBARIE, LUTTE DE CLASSE	
Où en est la crise économique ?	
GUERRE COMMERCIALE : L'ENGRENAGE INFERNAL	
La plus grave crise économique du capitalisme	
UNE ECLATANTE VERIFICATION DU MARXISME	
Bilan de 70 ans de "libérations nationales", III	
DES NATIONS MORT-NEES	
Le communisme n'est pas un bel idéal, mais une nécessité matérielle, II	
COMMENT LE PROLETARIAT A GAGNE MARX AU COMMUNISME	

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimale de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

FO (Marne-la-Vallée) : 200 F ; Dad (Dijon) : 56 F ; D (Rouen) : 300 F.
Grenoble. Permanence du 14 mars, JP : 300 F ; UL : 30 F.
Lille. Réunion publique du 11 avril, St : 15 F ; S : 100 F ; Isa : 20 F ; SIK : 20 F ; X : 20F ; J : 68 F.

Lyon. Réunion publique du 11 avril, Joc : 200 F ; Pat : 25 F ; Pi : 20 F
Nantes. Permanence du 5 mars : HV : 450 F. Réunion publique du 21 mars, H : 450 F ; Bacalao : 50 F ; GP : 300 F ; BR : 100 F ; AL : 200 F.

TOTAL : 2924 F.

—BILAN D'UNE REUNION PUBLIQUE DU CCI—

Les élections sont le terrain de la bourgeoisie

Notre dernière réunion publique à Nantes, consacrée à la question électorale aurait pu déboucher sur une discussion "classique" sur la position des révolutionnaires à ce sujet. Or, les participants se sont inscrits dans le débat de façon active, positive, et pour certains avec un souci réel d'approfondissement, dépassant le simple énoncé de la position élémentaire révolutionnaire concernant les élections. Ils ont su argumenter la dénonciation de la mystification électorale en la replaçant dans la perspective historique du mouvement ouvrier, et en mettant en évidence le but réel que poursuit aujourd'hui la bourgeoisie avec la campagne assourdissante sur la nécessité de voter, notamment le battage anti-Le Pen (voir RI n°209 et 210). Sans reprendre in extenso toute la discussion, nous insisterons sur un aspect qui a été particulièrement abordé dans cette discussion : comment les révolutionnaires se positionnent et se sont positionnés dans le passé face à la question des élections ?

■ Un participant est tout d'abord intervenu pour rappeler comment les révolutionnaires, au cours de l'histoire du mouvement ouvrier, ont appréhendé cette question des élections et sur quoi s'est fondée leur opposition et leur dénonciation du cirque électoral, particulièrement depuis l'entrée en décadence du système capitaliste. Il a, à juste titre, réaffirmé clairement que "les révolutionnaires n'ont jamais été par principe contre les élections à la différence des anarchistes ; s'ils ont toujours combattu les illusions sur la possibilité de parvenir au socialisme par des voies démocratiques, électorales et parlementaires, ils ne l'ont pas fait de façon abstraite, en dehors des conditions historiques dans lesquelles ils se trouvaient. Au cours du XIXe siècle, période d'ascendance du capitalisme qui se lançait à la conquête planétaire de nouveaux marchés, époque où la révolution n'était donc pas encore à l'ordre du jour, les révolutionnaires ont appelé les ouvriers, dans certaines circonstances, à participer aux élections pour obtenir des réformes possibles et durables mais toujours selon un point de vue de classe, sachant distinguer si cette participation aux élections à tel ou tel moment, favorisait les intérêts de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'à l'instar de Rosa Luxemburg, ils avaient déjà stigmatisé, en 1898, l'entrée du "socialiste" Millerand dans le ministère républicain de Waldeck-Rousseau comme opportunisme avéré car propageant l'illusion dangereuse que l'action des ministres socialistes, agissant au nom du prolétariat, pourrait faire aboutir des réformes sociales en faisant l'économie de la lutte de classe et de l'action indépendante de la classe ouvrière.

L'entrée en décadence du capitalisme au début du XXe siècle exprimait le fait que le marché mondial était désormais partagé entre les principales puissances. La crise de surproduction, causée par la saturation des marchés, devient chronique et ne peut se résoudre que par un repartage violent de ces mêmes marchés, à savoir par la guerre mondiale. Dans ce contexte, la possibilité de réformes durables est réduite à néant et la participation au "jeu" électoral ne sert plus qu'à détourner les ouvriers de leur terrain de classe, celui des luttes en vue de la perspective de renversement du capitalisme. Dénoncer les élections comme le terrain exclusif de la bourgeoisie devient donc une nécessité sans appel, et aujourd'hui convier encore à participer aux élections sous divers prétextes fallacieux (cf les gauchistes notamment) devient véritablement criminel vu la gravité des enjeux".

Cette intervention dont on vient de donner le condensé, a réellement permis par sa justesse, son fond argumenté historiquement, d'impulser le débat et d'aborder la question de l'abstention au coeur de la situation présente. Comme l'a développé un autre camarade, "la bourgeoisie fait toute une propagande sur la nécessité du vote, garant de la démocratie, elle emploie même un ton menaçant vis-à-vis des abstentionnistes. Et sans doute l'abstention a de quoi inquiéter la bourgeoisie ; elle est d'ailleurs à mettre en parallèle avec la désyndicalisation. Ceci dit, si l'abstention est un symptôme de la méfiance certaine vis-à-vis du jeu politique qui règne, elle est surtout dans la période actuelle, une forme de désarroi profond, beaucoup plus qu'un acte politique conscient pour la très grande majorité. Dire "ils sont tous pourris" est un premier pas mais largement insuffi-

sant. Pour contrer cela, il s'agit d'abord et avant tout de mettre en avant la perspective et les enjeux de la période"

En effet, nous ne pouvons être que d'accord avec l'essentiel de cette intervention. Il faut ainsi préciser que les propositions concrètes des révolutionnaires durant les campagnes électorales dépendent du niveau du rapport de forces entre les classes. Les révolutionnaires ne peuvent clairement appeler à l'abstention que lors de périodes révolutionnaires ou pré-révolutionnaires : c'est ainsi qu'en 1920, le PC d'Italie ou le KAPD en Allemagne ont eu tout à fait raison d'appeler au boycott des élections dans une période où le prolétariat, par le développement de la grève de masse, était dans une situation pré-révolutionnaire où la question de la prise de pouvoir était posée. Aujourd'hui, en dehors d'une période ouvertement révolutionnaire, ce serait complètement absurde ; les révolutionnaires, tout en dénonçant les élections comme un moyen d'atomiser les ouvriers dans une masse de "citoyens" impuissants, peuvent seulement mettre l'accent sur l'action des ouvriers pour défendre sur leur terrain, dans les luttes, leurs propres intérêts de classe. Et surtout il doivent être conscients que la tendance à la désertion du terrain électoral, tout comme la désertion des syndicats, n'est pas un signe positif en soi. Pour une bonne part, elle est le produit de la crise qui lamine sans cesse les conditions de vie de la classe ouvrière, et le produit de l'usure et de la décrédibilisation des partis politiques traditionnels de la bourgeoisie et entraîne une tendance au rejet pur et simple de la politique. En cela, l'abstention ne constitue pas un élément positif en lui-même pour la classe ouvrière et sa lutte. Au contraire, la bourgeoisie en a profité pour renforcer l'écoeurément et le rejet de toute politique, rejet accentué depuis l'effondrement du bloc de l'Est et de l'URSS via sa campagne ignominieuse sur la "mort du communisme" identifié scandaleusement au stalinisme.

Il s'agit donc de relativiser l'intervention de ce camarade sur un point quand il affirme que "l'abstention a de quoi inquiéter la bourgeoisie". D'ailleurs, le taux de participation élevé aux dernières élections en France (cf RI n°211), et dans d'autres pays centraux au même moment, montre bien que, si, pendant les années 80, la classe ouvrière a manifesté une désaffection croissante vis-à-vis des élections, celle-ci résultait plus de cette décrédibilisation des partis traditionnels plutôt que d'une démythification réelle du terrain électoral. Par contre, ce camarade a raison de souligner que la période de décomposition accentue le sentiment de désarroi actuel des ouvriers, désarroi sur lequel la bourgeoisie s'est appuyée pour ramener de nombreux prolétaires vers le terrain des urnes. Elle a su utiliser l'usure de son appareil politique "classique" pour attirer une partie de la classe ouvrière sur les différentes possibilités de "vote contre" qui leur était proposées (les écologistes, les "chasseurs" et bien sûr le FN). La bourgeoisie, utilisant ses propres faiblesses, vise avant tout à une remobilisation en faveur de son système démocratique en nous jouant, tout particulièrement, la partition de la "montée du fascisme" et la remise en selle de son corollaire "l'anti-fascisme" (cf RI n°209 et 210). Comme l'écrivait en 1902 Rosa Luxemburg : "Il est clair que les intérêts de classe bourgeois sont favorisés au maximum quand la bourgeoisie réussit à imposer comme mots d'ordre de lutte au prolétariat ses propres querelles internes et à lui transmettre ses divisions intérieures comme axes autour desquels s'articuler. Il est tout aussi évident, à souligner sans cesse, en face des conflits internes de la bourgeoisie, l'opposition fondamentale des classes, en face des mots d'ordre politiques superficiels et circonstanciels, les revendications permanentes de classe" ("Le socialisme en France, 1898-1912").

Ainsi, cette réunion publique, de par les questions qui y furent débattues, a constitué un moment important dans la clarification des analyses des révolutionnaires sur la signification des campagnes électorales actuelles. Nous ne pouvons qu'encourager nos lecteurs et sympathisants à poursuivre cet effort de discussions et de participation au débat dans le milieu prolétarien.

Sanborn (22/4/92)

YUGOSLAVIE (SUITE DE LA PAGE 1)

tique commune, déchirée par ses propres antagonismes, par les appétits de chacun, et par les pressions des grandes puissances qui cherchent à tirer leur épingle du jeu.

C'est en effet bien sous la poussée des tensions impérialistes entre celles-ci, et tout particulièrement de l'Allemagne et des Etats-Unis, que la guerre civile en Yougoslavie a pris un tel aspect de guerre à la libanaise. Car c'est en excitant les antagonismes nationalistes, déjà existant dans cette mosaïque de nationalités, et dont l'instabilité est la marque profonde depuis 150 ans, que ces bourgeoisies "avancées" cherchent à faire prévaloir leurs prérogatives impérialistes.

Une des meilleures preuves en est que non seulement les multiples cessez-le-feu de la CEE n'ont été aucunement respectés, mais qu'en plus ils ont donné lieu presque à chaque fois à une intensification des combats, surtout depuis les deux derniers mois, où même la présence des émissaires du CSCE (Conseil de Sécurité de la Communauté Européenne) et de la CEE ne ralentit qu'à peine la violence des combats, qui redoublent immédiatement après. De même, toutes les tentatives de règlement des conflits n'ont fait que les exciter toujours plus.

Pour l'Allemagne, poser des jalons en Yougoslavie, comme elle l'a fait en Slovénie, et surtout en Croatie, en les soutenant ouvertement devant la "communauté internationale" sinon d'ailleurs matériellement, contre l'"intérêt de l'unité" de la Yougoslavie, c'était s'assurer le contrôle de l'accès à la mer Adriatique, donc à la Méditerranée. C'est contre cela que s'opposent justement les Etats-Unis, en refusant de reconnaître jusqu'à il y a peu les indépendances croate et slovène, et en soutenant parallèlement la Serbie de façon active.

Il est évident, par exemple, que ce sont les Etats-Unis qui ont fait pression, jusqu'à présent, à travers la Serbie, pour mettre en échec la politique impérialiste de l'Allemagne en Yougoslavie, et en faisant ressortir l'impuissance de la CEE.

C'est pour cela que les Etats-Unis ont laissé les mains libres à la Serbie le plus longtemps possible, afin de la laisser exercer au maximum la politique de la "terre brûlée". Comme c'est avec la bénédiction des Etats-Unis que la Serbie vient de créer le nouvel Etat yougoslave, "seul héritier de

la Yougoslavie", avec le Monténégro, pour mieux faire pièce aux intérêts allemands dans les Balkans.

Ainsi ce que vise encore leur politique actuelle, c'est affaiblir la Croatie pro-allemande, et rendre impossible l'utilisation des ports croates de la côte dalmate par l'Allemagne - qu'on se souvienne par exemple de l'acharnement à détruire le port de Dubrovnik. Même s'ils menacent à l'heure actuelle la Serbie de sanctions diplomatiques et économiques, et tapent du poing sur la table, sous le prétexte hypocrite de "sauver la démocratie" bosniaque, les Etats-Unis ne peuvent que se satisfaire des destructions en Bosnie-Herzégovine, et surtout de celles en territoire croate, parce qu'elles affaiblissent la Croatie, et donc l'Allemagne.

Et enfin, si les Etats-Unis "lâchent" aujourd'hui la Serbie, et dénoncent son "inhumanité", c'est pour mieux se faire les champions de la "défense de la démocratie" en Bosnie-Herzégovine, afin de s'y assurer un pied-à-terre et des alliés permanents, et contrer ainsi toute velléité de la part de l'Allemagne de s'installer dans les ports de la côte dalmate sous domination croate, toute proche des frontières de la Bosnie-Herzégovine.

Les états d'âme dont ils vont nous submerger, avec les autres démocraties occidentales, seront un signe de plus de la duplicité et de l'hypocrisie de cette classe bourgeoise qui porte la mort en elle.

Ce ne sont pas les beaux discours de la bourgeoisie des pays développés qui doivent nous faire oublier qu'elle est responsable au premier chef de cette frénésie destructrice. D'ailleurs, elle se hâte lentement, après avoir marchandé, ce qui est bien à son image, le coût de l'intervention de la Forpronu, demandant un rabais de 4% de celui-ci à l'ONU !

Elle n'avait pas fait autant de chichis, ni tergiversé longtemps sur la possibilité de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays" quand il s'était agi d'aller régler son compte au "satanique" Saddam en 1990 et 1991. C'est sous l'égide de l'ONU elle-même, et avec sa bénédiction, que nos bourgeois "humanitaires" avaient fait massacrer plus de 200 000 êtres humains, officiellement.

PPR
(25/04/92)

PUBLICATIONS :

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal : FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE : FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) : FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal ;

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
30 F + 3F pour frais d'envoi
PLATFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi
GUERRE DU GOLFE
15F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
80F + 12F pour frais d'envoi
LA GAUCHE HOLLANDAISE
120F + 12F pour frais d'envoi
L'EFFONDREMENT DU STALINISME
20F + 6F pour frais d'envoi

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : ISSN 0336 464 X

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

POURQUOI LA CLASSE OUVRIERE EST LA CLASSE REVOLUTIONNAIRE

Dans les discussions menées par les différentes sections du CCI lors des réunions publiques, des permanences ou des ventes de la presse, nos interlocuteurs tombent en général assez vite d'accord avec notre appréciation de la situation mondiale et reconnaissent que le capitalisme entraîne l'humanité vers l'abîme. Mais quand il s'agit de comprendre que la classe ouvrière est la seule force capable de sortir l'humanité de cette impasse par un soulèvement révolutionnaire, de gros doutes apparaissent rapidement : "La classe ouvrière est aujourd'hui elle-même désespérément divisée. Les secteurs centraux ne vivent plus maintenant aux limites du minimum vital comme au siècle dernier, mais ont accès aux "acquis" de notre culture moderne et au bien-être, même si c'est dans une mesure modeste. La plupart des ouvriers ne se sentent plus des ouvriers et ressentent même l'expression "ouvrier" comme insultante. Les "vrais prolétaires" comme il y a cent ans sont aujourd'hui en partie éliminés et remplacés par les employés du secteur des services qui ne sont plus productifs et, en tout cas, ne sont plus de "vrais" ouvriers. Avec l'effondrement de l'Est ainsi qu'avec l'identification entretenue par les médias bourgeois entre le communisme et le stalinisme, le dernier reste de sympathie du monde du travail pour la théorie de la lutte des classes et l'hostilité délibérée au capital s'est éteint définitivement."

■ Nous pensons que nous devons répondre énergiquement à de tels arguments. Aujourd'hui, pour les révolutionnaires, l'un des devoirs les plus importants consiste justement à les réfuter, surtout que de telles idées ne sont plus seulement colportées par les habituels petits-bourgeois qui se croient supérieurs, mais par des ouvriers conscients et combattifs, par des camarades qui se dressent pour la disparition de ce système. En outre, ces arguments aboutissent à une prétendue "réfutation du marxisme", dont la défense revient en premier à l'organisation communiste.

La contradiction fondamentale du capital

La conception actuellement en vogue affirme que l'interprétation par Marx et Engels de la nature et du rôle du prolétariat pouvait correspondre à la réalité du siècle passé, mais n'a aujourd'hui plus aucune validité. Une telle conception ne s'appuie pas seulement sur le mépris coutumier de l'idéologie bourgeoise dominante pour la classe productrice, mépris qui a atteint de nouveaux sommets dans le dénigrement du socialisme par son identification avec le stalinisme. Elle repose également sur la méconnaissance fort répandue de ce que Marx, Engels et le mouvement ouvrier ont effectivement dit de la nature de la classe. Ainsi, leur conviction que le prolétariat est la dernière classe de l'histoire de l'humanité, et la plus révolutionnaire, ne se fonde aucunement sur les particularités de son exploitation à cette époque-là. Aujourd'hui, on répand partout l'affirmation selon laquelle, dans l'optique de Marx, la vocation révolutionnaire du prolétariat se fondait sur le fait que les ouvriers de son époque devaient s'éreinter jusqu'à 18 heures par jour, accomplir de durs travaux physiques, alors qu'ils ne disposaient d'aucune sorte d'assurance maladie, de retraite, ni de congés annuels. Le fait que tout cela ne concerne plus la majorité des ouvriers, au moins dans les pays industrialisés, signifierait que les rêves révolutionnaires sont dépassés. Voilà la fausse conclusion que l'on veut nous faire avaler. Tant que l'on se tient sur le terrain, indigent au possible, de ce genre d'"explications" que les critiques bourgeois de Marx affectionnent, il est impossible d'avancer. Qu'a dit REELLEMENT le marxisme à ce sujet ?

Les conditions de production dans le capitalisme

Dans un texte fondamental, "L'Anti-Dühring", Engels a caractérisé la contradiction du capitalisme entre le caractère social du processus de production et la forme privée de l'appropriation capitaliste : "La production sociale est appropriée par des capitalistes individuels, (une) contradiction fondamentale d'où naissent toutes les contradictions dans les-

quelles la société actuelle se meut et que la grande industrie a mis ouvertement au jour."

Ce point est absolument décisif pour comprendre la nature révolutionnaire de la classe ouvrière. Le capitalisme n'a pas seulement bouleversé le processus de production, les moyens de production techniques et scientifiques, mais il a créé de la sorte, pour la première fois, les conditions pour un monde sans pénurie ni détresse matérielle. Il a, en lien avec cela, radicalement transformé et révolutionné la nature de la classe exploitée, productrice, autant à travers la socialisation du travail que par la séparation complète des producteurs par rapport aux moyens de production. A travers ces deux mutations, le prolétariat se différencie fondamentalement des classes productrices qui l'ont précédé comme les esclaves ou les serfs, lesquels étaient sans doute exploités, mais ne représentaient pas une classe révolutionnaire qui porte en elle une nouvelle société.

Fondamentalement, les esclaves ou les serfs ne produisaient pas dans la perspective de l'échange, du marché, mais pour satisfaire les besoins locaux et personnels de leurs maîtres. Dans les sociétés esclavagistes et féodales, les instruments de travail étaient des instruments individuels. La base de la production était, de ce fait, le travail isolé, limité localement, individuel. C'est principalement par la violence que les producteurs étaient contraints de travailler. Ces derniers n'avaient aucun intérêt pour leur travail et ne possédaient aucune véritable instruction. Et avant tout, ils étaient à peine unis LES UNS AUX AUTRES, alors qu'ils étaient assujettis à leurs maîtres par une relation personnelle.

Le bouleversement majeur apporté par le capital provient justement du remplacement, en tant que base prépondérante de la production, du travail individuel par le travail collectif. Cela signifie que, pour la première fois dans l'histoire, presque tous les producteurs sont, par l'échange et une division du travail toujours plus prononcée, REUNIS LES UNS AVEC LES AUTRES dans le processus de production. A la place du travail individuel isolé, la fabrication de biens s'est développée par l'association dans le travail de milliers d'êtres humains, souvent accompagnée d'une division du travail réalisée à l'échelle de l'ensemble du globe terrestre (par exemple, une automobile moderne se compose de pièces détachées produites dans d'innombrables usines et pays). Avec l'arrivée de l'ère du machinisme, le capital a remplacé les instruments de travail individuels par des systèmes de production collectifs, mis en mouvement par de véritables armées du travail. De cette sorte, le capital a créé, à la place des exploités éparpillés, isolés les uns des autres, une classe qui se trouve unie par son travail collectif (et ceci à un niveau mondial) et qui ne peut vivre et travailler que grâce à cette union. C'est avant tout cette socialisation du

travail qui a permis au capital de renforcer autant la compétitivité de ses produits et de faire reculer les autres formes de production précapitalistes. C'est seulement ainsi qu'il a pu commencer sa marche triomphale dans la production et son expansion géographique. Mais, en même temps, il a engendré, avec le prolétariat moderne, son propre fossoyeur.

Par la généralisation de la production marchande, le capital a bouleversé en même temps les rapports politiques entre les classes. Les capitalistes ne produisent plus pour des besoins individuels, mais pour le marché. De ce fait, les rapports entre exploités et exploités sont totalement dépersonnalisés, tout en devenant hautement politiques. Les rapports des esclaves et des serfs avec leurs maîtres étaient principalement des relations personnelles, c'est-à-dire que les conditions de l'exploitation dépendaient en premier lieu de la capacité de l'exploiteur à mobiliser un certain nombre de soldats et de gardiens des travaux pour s'attacher des forces de travail et les contraindre à produire. A l'opposé, dans le capitalisme, les conditions de production, de travail et d'exploitation dépendent fondamentalement du marché, c'est-à-dire si l'économie est en plein boom, si elle est en récession, si les forces de travail inondent le marché ou ne sont disponibles qu'en quantités limitées. Fondamentalement, les travailleurs ne sont plus exploités et mis au supplice par des individus mais, au contraire, par le système lui-même. De ce fait, la lutte des classes entre exploités et exploités dans sa forme actuelle, pleinement développée, classe contre classe, est devenue possible. En même temps, la séparation complète entre les producteurs (en tant que travailleurs salariés) et les moyens de production (en tant que capital) entraîne le remplacement de la violence par une coercition économique dans la contrainte au travail. Les ouvriers doivent VENDRE leur force de travail pour pouvoir travailler et vivre.

C'est seulement de la naissance d'une main d'œuvre "libre", "mobile", "librement" motivée par la contrainte économique, que peut résulter la possibilité de généraliser et d'exploiter systématiquement la science et la technique dans le processus de production. Il en découle que le prolétariat moderne ne se distingue pas par sa grossièreté et son ignorance (comme le pensent les nostalgiques des révolutions romantiques qui déplorent que la disparition des ouvriers typiques des premiers temps du capitalisme ne signifie la fin de la révolution), mais par un haut niveau d'instruction et d'éducation. La voiture, l'assurance maladie et les congés annuels ne sont pas des cadeaux ni des tentatives de corruption par le capital, mais les conditions minimales pour que les ouvriers puissent produire et reconstituer leurs forces dans le monde du travail d'aujourd'hui, très complexe et exigeant.

Travail social et appropriation privée

Selon Marx et Engels, la principale contradiction du capitalisme réside dans l'opposition entre, d'un côté, la prédominance du travail social et, de l'autre, l'orientation totalement privée et dirigée vers le profit maximal de la vie économique, sur la base de la propriété privée. En apparence, il s'agit d'une contradiction entre les CHOSSES. En vérité, cette contradiction s'exerce à l'intérieur de la société, entre les classes.

Ainsi, le caractère social du travail est incarné PAR LE PROLETARIAT. La classe ouvrière se distingue par son caractère collectif, organisé, discipliné, méthodique, unitaire et avant tout CONSCIENT, caractère visible autant dans le processus de travail lui-même

que dans le combat collectif. La société actuelle, privée, individuelle, chaotique, anarchique, avec son caractère concurrent et guerrier, représentée et incarnée par la BOURGEOISIE, en est le pôle contraire.

Alors que le monde du travail se montre toujours plus méthodique, scientifique, "rationnel" et discipliné, l'anarchie de la production capitaliste explose et le chaos s'exacerbe, conditionné par la concurrence. Chaque secteur capitaliste, et particulièrement chaque capital national, continue sa guerre contre tous, et cela prend des formes toujours plus destructrices. En fin de compte, c'est l'existence de l'humanité qui est menacée par la survivance d'un tel système.

Cette contradiction entre le travail toujours plus productif et l'appropriation privée toujours plus destructrice ne peut être réglée que par son dépassement opéré par la lutte des classes. Il revient au prolétariat la tâche de résoudre cette contradiction, en associant au caractère social de la production l'appropriation sociale des produits.

Cela veut dire que, pour parvenir à une conscience révolutionnaire, il ne s'agit pas pour la classe ouvrière de laisser pénétrer en son sein une théorie venue de l'extérieur ou des données étrangères à sa propre vie. Pour elle, il s'agit "seulement" de comprendre sa nature propre.

Puisque le prolétariat n'est pas propriétaire de moyens de production, et comme il est intégré dans la trame mondiale du travail social ; il ne peut accomplir sa tâche qu'en contrôlant et en socialisant les moyens de production en tant que représentant de l'humanité, non pas en agissant individuellement mais seulement collectivement. Face aux couches qui produisent encore sur la base d'une organisation individuelle du travail, comme les paysans, les artisans, les professions libérales, les "producteurs intellectuels", etc., et qui revendiquent encore les fruits de leur travail individuel - voulant ainsi faire tourner la roue de l'histoire à l'envers -, le prolétariat est, par la force des choses, tourné vers le futur. Comme il ne peut trouver de solution à la crise du capital, puisqu'une telle solution n'existe pas, il lui faut forcément rechercher et trouver une solution en dehors de ce système.

Il doit être clair que ni ses conditions d'exploitation, ni sa composition (sociologique) momentanée, ni la nature des instruments employés au travail, ni l'opinion que tel ouvrier "moyen" a de lui-même ou de sa classe, ne permettent de comprendre la nature profonde du prolétariat. C'est quelque chose de bien plus important qui autorise à le faire : la NATURE collective, consciente, massive, internationale et tournée vers le futur du prolétariat. Une nature qui apparaît spontanément dans sa théorie révolutionnaire, mais qui, aussi, resurgit dans ses gigantesques combats. La classe, dans son ensemble, ne peut révéler au grand jour sa véritable nature à volonté, n'importe quand, dans n'importe quelles conditions. Il est nécessaire pour cela qu'elle approfondisse et étende sa théorie et son programme ; qu'elle se mobilise massivement sous les coups de la crise ; qu'il y ait des actions de masse créatrices dans les luttes. Il n'y a absolument aucune garantie que le prolétariat trouvera son chemin à temps avant que le capitalisme ne détruise l'humanité. Ce que nous savons cependant, c'est que si les conditions subjectives et objectives se réunissent dans cette perspective, si la classe entre en bouillonnement révolutionnaire, sa nature se dévoilera comme le socialisme scientifique l'a annoncé il y a cent cinquante ans.

(D'après "Weltrevolution" n° 53)

NOS POSITIONS

* Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à

une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation

syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.